

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3362 - MARDI 6 NOVEMBRE 2018

## PRÉSIDENTIELLE

# L'opposition à Genève pour désigner son candidat commun

Jean-Pierre Bemba, Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Adolphe Muzito, Martin Fayulu et Freddy Matungulu vont prendre part à une importante réunion prévue à partir du 7 novembre en Suisse. Cette rencontre est censée déboucher sur la désignation du candidat unique devant porter l'étendard de l'opposition au challenge présidentiel du 23 décembre. À en croire le secrétaire général de la plate-forme « Ensemble », l'oiseau rare attendu sortira parmi les quatre familles politiques de l'opposition restées en lice.

D'après Delly Sessanga, les discussions et les tractations seraient suffisamment avancées « pour maximiser les chances de l'opposition à gagner la bataille de l'alternance au scrutin du 23 décembre prochain ».

Page 2



L'opposition avait promis de désigner son candidat commun avant le 15 novembre

## ÉQUIPE DE CAMPAGNE D'EMMANUEL SHADARY

### La présence des animateurs des institutions fait polémique



Félix Kabange Numbi

Le fait que des ministres en fonction se mettent au service d'un candidat président de la République n'émeut outre mesure la majorité présidentielle qui n'y voit aucune incompatibilité, étant



Lambert Mende

entendu qu'aucun texte légal n'interdit à un ministre de participer à la campagne d'un candidat à la magistrature suprême.

Un fait que récusent certains compatriotes qui trouvent anor-



Néhémie Mwilanya, directeur de cabinet du Chef de l'Etat

mal que des ministres en fonction soient au contrôle de la campagne électorale d'un individu et s'identifient à un camp politique alors qu'ils sont censés être au-dessus de la mêlée, eu égard aux charges

d'intérêt national qu'ils assument en tant que membres du gouvernement. Les officiels incriminés sont ainsi invités à démissionner.

Page 3

## LINAFOOT/LIGUE 1

### Mputu offre la victoire à Mazembe face à V.Club

Le classico congolais a vécu. Un match à rebondissement entre Mazembe et V.Club, le 4 novembre, dans un stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, rempli comme un œuf. C'était pour la 8e journée de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).

Trois buts à deux, c'est le score final de cette rencontre en faveur des Corbeaux Lushois. Ils consolident leur leadership à la 24e édition de la Ligue avec huit victoires en huit sorties, gardant leur invincibilité depuis le début du championnat. V.Club piétine pour sa quatrième sortie après trois victoires de suite.

Page 6

## RIPOSTE CONTRE ÉBOLA

### Bientôt une commission de concertation entre la coordination de lutte et la Ceni

Une commission spéciale de concertation entre la Coordination de la riposte contre la maladie à virus Ébola et la Ceni sera mise en place afin de coordonner les activités de surveil-

lance épidémiologique autour des opérations électorales. Il est prévu l'installation des postes de contrôle sanitaire avec des dispositifs de lavage de mains et de prise de tempé-

rature à l'entrée de tous les bureaux de vote, dans les zones concernées par l'épidémie.

Au niveau du ministère de la Santé, l'on ne s'attend pas à ce que l'évo-

lution de la flambée épidémique actuelle entrave le bon déroulement des opérations électorales dans les zones affectées des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. ,

Page 4

## PRÉSIDENTIELLE

# L'opposition se concerta pour désigner son candidat commun

Jean-Pierre Bemba, Félix Tshisekedi, Vital Kamerhe, Moïse Katumbi, Adolphe Muzito, Martin Fayulu et Freddy Matungulu vont prendre part à l'importante réunion censée déboucher sur la désignation du candidat unique censé porter l'étendard de leur famille politique au challenge du 23 décembre.



Vital Kamerhe



Félix Tshisekedi

À moins de cinquante jours des élections générales et à moins de trente jours de la campagne électorale, les opposants veulent aller vite. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la réunion que les leaders de l'opposition projettent de tenir en Suisse, du 7 au 10 novembre, avec pour enjeu majeur la désignation de leur candidat unique à la magistrature suprême. Cette réunion fait suite à la précédente organisée en Afrique du Sud, au cours de laquelle il a été convenu que ce candidat unique soit désigné avant le 15 novembre.

Sept opposants ayant souscrit à la présidentielle vont prendre part à cette importante rencontre, apprend-on des sources proches de l'organisation. Il s'agit de Jean-Pierre Bemba du Mouvement de libération du Congo, Félix Tshisekedi de l'Union pour la démocratie et le progrès social, Vital Kamerhe de l'Union pour la nation congolaise, Moïse Katumbi (leader de la plate-forme Ensemble), Adolphe Muzito (leader de la plate-forme Nouvel élan), Martin Fayulu de Engagement pour la citoyenneté et le développement et de Freddy Matungulu, leader de Congo Na Biso. Ces sept dirigeants auront la charge de choisir,

parmi ceux qui sont retenus pour participer à l'élection présidentielle, celui qui incarnera le mieux leurs aspirations. Il va de soi que Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi partent favoris pour être investis par leurs pairs après les exclusions de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi. Mais les choses ne seront pas aussi simples, eu égard non seulement aux critères édictés mais aussi aux égo surdimensionnés de l'un et l'autre, obligés dorénavant de se faire des concessions mutuelles pour faciliter le consensus. Cependant, à en croire le secrétaire général de la plate-forme « Ensemble », Delly Sessanga, « les discussions et les tractations sont suffisamment avancées pour maximiser les chances de l'opposition à gagner la bataille de l'alternance au scrutin du 23 décembre ». Il a souligné que l'oiseau rare attendu pour concourir à la présidentielle sortira parmi les quatre des familles politiques de l'opposition restés en lice. Au-delà de la désignation d'un candidat commun, encore faudra-t-il que les autres candidats s'investissent corps et âme dans la campagne électorale pour le faire triompher en mutualisant les moyens logistiques et financiers disponibles.

Alain Diasso

## HAUT KATANGA

# Le déploiement du matériel électoral se poursuit

Arrivé à Lubumbashi le 1er novembre, le vice-président de la Céni, Norbert Basengezi, a vite sensibilisé la population de la province à l'état d'avancement du processus électoral en cours, a-t-on appris de cette institution.



Arrivée de Norbert Basengezi dans le Haut-Katanga

Norbert Basengezi s'est rendu directement au hub principal de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), situé à l'aéroport de la Luano, pour voir comment s'effectue le déchargement des kits des bureaux de vote destinés aux provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Haut-Katanga et du Tanganyika. Dans la matinée du 2 novembre, il a visité les trains qui transportent ces kits. Au total, seize wagons dont onze en chargeant sur les quais de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Ils contiennent des isolects, des kits des bureaux de vote et de l'encre indélébile.

En provenance de Dar es Salam en Tanzanie, ce matériel de vote sera déployé dans les provinces du Kasai Central, du Sankuru, de Lualaba et du Haut Lomami. Douze hubs secondaires sont concernés pour le déchargement, à savoir Kamina, Kabongo, Kolwezi, Mutshatsha, Kasaji, Sandoa, Kapanga, Dilolo, Lubudi, Kisenge, Kananga et Lodja.

Enfin, Norbert Basengezi a tenu une réunion opérationnelle et technique avec le directeur général de la SNCC, Ilunga Ilunkamba, sur l'évacuation à destination de ce matériel de vote.

A.D.

## ADIAC

Le courrier de Kinshasa, une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni MAssela  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bobe  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kalonji

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, Avenue du port, immeuble Forescom, 1er niveau, commune de la Gombe - Kinshasa / RDC  
Tél. (+243) 015 166 200

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

## ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :

Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto

Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mombemlé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## PRÉSIDENTIELLE

## 670 personnes autour du candidat du FCC

**Plusieurs personnalités politiques, culturelles, sportives ou encore religieuses composent l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary, réparties en quarante-huit cellules disséminées sur l'ensemble du territoire national. Une équipe qui se donne l'ambition de le faire élire le 23 décembre prochain.**

C'est désormais officiel. L'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle comptera un effectif gigantesque de six cent soixante-dix membres répartis en quarante-huit cellules disséminées sur tout le territoire national. C'est le premier enseignement qu'on peut tirer de cette structure rendue publique le 3 octobre. Le FCC a ratissé large en piochant dans toutes les couches sociales, des personnalités qu'il croit capables d'accompagner son candidat-président au sacre final. Pour peu, l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary, structure hétéroclite, ressemble à un panier à crabe regorgeant en son sein des compétences aussi diverses que variées. Membres du gouvernement, mandataires publics, gouverneurs de provinces, officiers de l'armée et de la police, membres du cabinet du président de la République, parlementaires, pasteurs, membres des institutions d'appui à la démocratie, etc., tous ou presque se retrouvent dans cette équipe qualifiée, d'ores et déjà, d'arche de Noé.

La trouvaille est du directeur de cabinet du président de la République, Néhémie Mwilanya, désigné coordonnateur de la cellule chargée des questions juridiques. Il trouve la configuration de l'équipe assez équilibrée et dotée de plusieurs caractéristiques. « C'est une toile d'araignée pratiquement, c'est l'Arche de Noé et vous imaginez, tout le monde devait entrer dans l'Arche de Noé pour être sauvé », avait-il commenté. Il est à noter que chaque cellule sera dirigée par un coordonnateur suivi d'un coordonnateur adjoint, d'un rapporteur ainsi que des membres. Placée sous la coordination d'Emmanuel Ramazani Shadary lui-même, cette équipe a pour objectif de le faire élire à la magistrature suprême du pays au terme de la présidentielle du 23 décembre.

Ainsi donc, la cellule de communication a été confiée au ministre de la Communication et médias, Lambert Mende Omalanga, tandis qu'Henri Mova Sakany, ministre de l'Intérieur et sécurité, va coordonner la cellule chargée de la décentralisation, sécurisation des candidats et du processus électoral. Evariste Boshab va animer la cellule ayant trait au programme gouvernemental du candidat FCC alors que les Finances et la logistique ont été confiées à Moïse Ekanga avec comme rapporteuse Jaynet Kabila.

De son côté, Zoé Kabila sera chargé de la jeunesse et le gouverneur André Kimbuta aura la charge de gérer les artistes musiciens et comédiens. Parmi eux, JB Mpiana, Noël Makanda Wer-

ason, Jossart Nyoka Longo, Félix Wazekwa, Saï Saï, Elombe Sukari, Ngalufar Muyombe Gauche, etc. Une situation qui, pense-t-on, ne va pas forcément arranger leurs rapports avec la diaspora congolaise qui y trouvera un prétexte pour consolider l'embargo dont ils sont victimes, depuis plusieurs années, du fait de la politisation de leurs activités.

Le Pr Elikya M'Bokolo, Raphaël Soriano Katebe Katoto (frère aîné de l'opposant Moïse Katumbi), Bentina Ngobila ainsi que l'évêque Pascal Mukuna de l'église ACK se sont vus confier respectivement les cellules de lobbying, d'hommes et femmes d'affaires, de sports et des confessions religieuses. Médard Autsai et Omer Engwake prennent les commandes de la mobilisation pendant que Félix Kabange Numbi et Texas Mwimba auront la charge des personnes vulnérables ou vivant avec handicap.

C'est désormais officiel. L'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle comptera un effectif gigantesque de 670 membres répartis en quarante-huit cellules disséminées sur tout le territoire national. C'est le premier enseignement qu'on peut tirer de cette structure rendue publique le samedi 4 octobre. Le FCC a ratissé large en piochant dans toutes les couches sociales, des personnalités qu'il croit capables d'accompagner son candidat-président au sacre final. Pour peu, l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary, structure hété-

roclite, ressemble à un panier à crabe regorgeant en son sein des compétences aussi diverses que variées. Membres du gouvernement, mandataires publics, gouverneurs de provinces, officiers de l'armée et de la police, membres du cabinet du président de la République, parlementaires, pasteurs, membres des institutions d'appui à la démocratie (CSAC) etc, tous ou presque se retrouvent dans cette équipe qualifiée, d'ores et déjà, d'arche de Noé.

La trouvaille est du Directeur de cabinet du Président de la République Néhémie Mwilanya désigné coordonnateur de la cellule chargée des questions juridiques. Il trouve la configuration de l'équipe assez équilibrée et dotée de plusieurs caractéristiques. « C'est une toile d'araignée pratiquement, c'est l'Arche de Noé et vous imaginez tout le monde devait entrer dans l'Arche de Noé pour être sauvé », avait-il commenté. Il est à noter que chaque cellule sera dirigée par un coordonnateur suivi d'un coordonnateur adjoint, d'un rapporteur ainsi que des membres. Placé sous la coordination d'Emmanuel Ramazani lui-même, cette équipe a pour objectif de le faire élire à la magistrature suprême du pays au terme de la présidentielle du 23 décembre prochain.

Ainsi donc, la cellule de communication a été confiée au ministre de la communication et médias Lambert Mende Omalanga tandis qu'Henri Mova Sakany, ministre de l'intérieur et sécurité, va coordonner la cellule chargée

de la décentralisation, sécurisation des candidats et du processus électoral. Evariste Boshab va animer la cellule ayant trait au programme gouvernemental du candidat FCC alors que les Finances et la logistique ont été confiées à Moïse Ekanga avec comme rapporteuse Jaynet Kabila.

De son côté, Zoé Kabila sera chargé de la jeunesse tandis que le gouverneur André Kimbuta aura la charge de gérer les artistes musiciens et comédiens. Parmi eux, JB Mpiana, Noël Makanda Werrason, Jossart Nyoka Longo, Félix Wazekwa, Saï Saï, Elombe Sukari, Ngalufar Muyombe Gauche etc. Une situation qui, pense-t-on, ne va pas forcément arranger leurs rapports avec la diaspora congolaise qui y trouvera un prétexte pour consolider l'embargo dont ils sont victimes, depuis plusieurs années, du fait de la politisation de leurs activités.

Le professeur Elikya M'Bokolo, Raphaël Soriano Katebe Katoto (frère aîné de l'opposant Moïse Katumbi), Bentina Ngobila ainsi que l'évêque Pascal Mukuna de l'église ACK se sont vus confiés respectivement les cellules de lobbying, d'hommes et femmes d'affaires, de sports et des confessions religieuses. Médard Autsai et Omer Engwake prennent les commandes de la mobilisation tandis que Félix Kabange Numbi et Texas Mwimba auront la charge des personnes vulnérables ou vivant avec handicap.

**Alain Diasso**

## La présence des animateurs des institutions fait polémique

**Depuis la publication, samedi, de la liste des membres faisant partie de l'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC) à la présidentielle, le microcosme politique est en ébullition. Plusieurs personnalités citées ont, quelques heures après, renié leur présence dans cette structure, arguant n'avoir pas été consultées.**

Alors que la plupart des personnes ont plutôt bien accueilli leur désignation dans l'équipe devant accompagner Emmanuel Shadary pour conquérir la magistrature suprême, certaines l'ont considérée comme un discrédit par rapport à leur personnalité, tenant à préserver leur indépendance d'esprit dans le jeu électoral. L'on assiste, depuis lors, à une série de mises au point de la part

des concernées pour démentir ce fait. C'est notamment le cas du président de l'Union nationale de la presse du Congo, Kasonga Tshilunde, qui a vite crié au scandale. Tout en affirmant n'avoir pas été consulté et n'appartenir à aucune équipe de campagne, il a fait savoir que son statut professionnel ne le prédispose pas à travailler pour un quelconque candidat à la présidentielle. Désigné, bien malgré lui, membre de la cellule chargée de lobbying dirigée par le Pr Elikya Mbokolo, il n'est pas prêt à assumer une telle charge.

Même son de cloche du côté d'Albert Kankienza Muana Mboo, représentant légal de l'église Foi abondante, qui dément toute appartenance à l'équipe de campagne du candidat du FCC. « Je ne suis ni de près ni de loin membre du FCC. Je n'ai qu'une seule couleur; c'est

celle d'un enfant de Dieu et de serviteur de Dieu », a-t-il réagi sur sa page officielle Facebook. L'autre démenti est venu de Florent Ibenge, le sélectionneur national des Léopards et entraîneur principal de l'As V.Club. Il s'est dit surpris par sa désignation comme membre de la cellule de sports de l'équipe de campagne d'Emmanuel Ramazani Shadary. « Je ne suis au courant de rien », avait-il répondu aux journalistes qui tenaient de lui tirer le vers du nez.

**La majorité présidentielle imperturbable**

Au-delà des démentis qui se succèdent, la présence des officiels en fonction dans cette équipe de campagne est sujette à polémique. D'aucuns, à l'instar de Tryphon Kin-Kiey Mulumba (candidat à la présidentielle), s'insurgent contre

le fait que des ministres en fonction se mettent au service d'un candidat, à l'instar du ministre de la Défense et de celui de l'Intérieur qui, paradoxalement, « sont parties prenantes au niveau de la Ceni et sécurisent le processus électoral ». Ils ne trouvent pas normal que ces membres du gouvernement soient au contrôle de la campagne électorale d'un individu et s'identifient à un camp politique, alors qu'ils sont censés être au-dessus de la mêlée eu égard aux charges d'intérêt national qu'ils assument.

Du côté de la majorité présidentielle, cette observation est loin de préoccuper les esprits. Ici, on se félicite des choix opérés par Ramazani Shadary qui s'est entouré « des Congolais forts et talentueux dans différents secteurs ». Pour Thierry Monsenepwo, un des

communicateurs de cette famille politique, il n'y a pas d'incompatibilité. « Ce que la loi n'interdit pas, personne ne peut le faire en lieu et place (...) Aucun texte légal n'interdit à un ministre de participer à la campagne d'un candidat président de la République », a-t-il argumenté. Enfin, au niveau de l'opposition, l'on tourne en dérision cette tendance du FCC à vouloir incorporer en sein les Congolais de tout bord. Elle s'insurge contre ce qu'elle qualifie de « mélange de genre entre l'État et un fait privé » et perçoit dans cette démarche « un signe de détresse dans le chef d'un camp politique aux abois ». L'opposition exige dorénavant la démission des ministres et des directeurs généraux des entreprises publiques ainsi que d'autres officiels constituant l'équipe de campagne du candidat FCC à la présidentielle.

**A.D.**

## EQUIPE DE CAMPAGNE D'EMMANUEL SHADARY

## Alphonse Makiese Mwimba Texas se dit surpris de se retrouver dans la liste

**Le catcheur albinos et président de la Fondation éponyme a réagi négativement à sa nomination dans l'équipe de campagne du candidat du Front commun pour le Congo (FCC), s'estimant « plus à l'aise dans le sport et dans l'humanitaire qu'en politique ».**

Surpris par les appels et la publication dans la presse de la composition de l'équipe de campagne du candidat du FCC à la présidentielle, Emmanuel Shadary, dans laquelle son nom se retrouve au poste de rapporteur de la cellule chargée des personnes vulnérables et personnes vivant avec handicap, Alphonse Makiese Mwimba Texas s'est dit non concerné par cette responsabilité. Il a dit, en effet, ne pas avoir été préalablement consulté, sinon il aurait décliné cette offre. « S'il faut me confier une responsabilité dans le sens de la prise en charge ou de la protection des personnes vulnérables, là je serai d'accord parce que je



Distribution des kits aux albinos, lors de la manifestation marquant les 20 ans de la Fondation Mwimba-Texas

le fais déjà, avec mes maigres moyens, sans soutien, depuis plus de vingt ans. Mais associer mon apostolat, ma passion avec la politique, cela n'est pas mon goût ni ma vision », a expliqué le catcheur albinos.

#### « Je sers le pays dans mon domaine »

Mwimba Texas refuse d'identifier son action à un regroupement politique, précisant qu'il sert à sa manière la nation. Si aujourd'hui la République démocratique

du Congo est reconnue à travers le monde comme un pays modèle en ce qui concerne la considération et l'intégration des personnes vivant avec albinisme, a-t-il affirmé, c'est grâce au travail qu'il a abattu de

puis plus de vingt ans déjà. Il reconnaît, certes, l'apport de certaines personnalités dans l'accomplissement de la mission qu'il s'est assignée pour servir les personnes en difficulté, notamment ses frères albinos. Toutefois, indique sa personne et sa fondation veulent rester au milieu du village, en vue de servir tout le monde. « Je suis bien avec tout le monde. Et cela, pour le bien de la fondation et de toutes ces personnes qui recourent à elle ou qui veulent intervenir pour lui permettre de remplir sa mission. Par rapport à cette position, cette tâche au sein de l'équipe de campagne du candidat du FCC me mettrait dans une mauvaise posture par rapport à mon apostolat. Si j'avais été contacté avant, j'aurais argumenté dans ce sens et je pense que ceux à qui il avait été demandé de constituer cette équipe auraient compris mes préoccupations », a signifié le catcheur albinos.

Lucien Dianzenza

## DÉTOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS

## Quatre cadres du port maritime de Matadi aux arrêts

**Le directeur général des Ports maritimes, le directeur administratif et financier, l'inspecteur des avoirs financiers et le chef de service de trésorerie et planning ont été arrêtés, le 1er novembre, pour des présumés détournements, par les services du conseiller spécial du chef de l'État en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption.**

Après le coup de filet opéré récemment à Kinshasa, notamment à la Société commerciale des transports et ports où il a mis la main sur cinq cadres de cette entreprise publique présumés détournateurs des deniers publics en complicité avec deux éléments de la Banque commerciale du Congo, Luzolo Bambi poursuit sa traque contre les affameurs du peuple. Le conseiller spécial du chef de l'État en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme vient de mettre le cap sur la province du Kongo central. Ses services, qui ont eu vent de la magouille installée dans le port maritime de Matadi, ont décidé de descendre sur place pour investiguer et tirer les choses au clair. Ce qui a été fait.

Après enquête sur les allégations de mégestion qui caractérise le port de Matadi, il a été établi que quatre membres du

staff dirigeant de cette entité publique sont trempés jusqu'au cou dans des combines mafieuses qui font perdre à l'État d'énormes recettes. Depuis le 1er novembre, les présumés voleurs sont aux arrêts avant d'être transférés au parquet général de Kinshasa/Matete. D'après le journal «Africa news» qui relaie la correspondance de transmission du dossier judiciaire de Luzolo Bambi adressée au procureur général, il s'agirait « de Dikenda Nzolameso, Diazenza Mawangi, Thomas Betadi Kintomo et Jean-Pierre Fukiau Makabu, respectivement directeur général des Ports maritimes de Matadi, directeur administratif et financier, inspecteur des avoirs financiers et chef de service de trésorerie et planning ». Selon la même source, ces quatre hauts cadres seraient poursuivis pour des présumés détournements des deniers publics dont le montant se chiffrerait à plusieurs millions de dollars, infractions prévues et punies par les articles 145, 22 et 150 du code pénal congolais Livre II. Là où le bât blesse, c'est le fait que ces détournements sont opérés au mépris de l'intérêt des travailleurs qui accusent des arriérés de salaire depuis plus de quatorze mois.

Alain Diasso

## EPIDÉMIE D'EBOLA

## Des stratégies bientôt mises en place pour un bon déroulement des scrutins de décembre

**Une commission spéciale de concertation entre la coordination de la riposte contre la maladie et la Commission électorale nationale indépendante (Céni) sera créée incessamment afin de coordonner les activités de surveillance épidémiologique autour des opérations électorales.**



Séance du port des combinaisons de protection anti-Ebola lors de l'épidémie d'Isiro, Nord-est de la RDC (photo DR)

Au ministère de la Santé, l'on apprend que la survenue de l'épidémie d'Ebola n'entrave en rien la bonne tenue des élections. Les tractations sont en cours pour mettre en place des stratégies afin de permettre un bon déroulement des scrutins du 23 décembre. Il est prévu l'installation des postes de contrôle sanitaire avec des dispositifs de lavage de mains et de prise de température à l'entrée de tous les bureaux de vote dans les zones concernées par l'épidémie.

Depuis le début de la maladie, le ministère de la Santé est en contact régulier avec la Céni pour la tenir informée de l'évolution de la situation. Le ministère ne s'attend pas à ce que l'évolution de la flambée épidémique actuelle

entrave le bon déroulement des opérations électorales dans les zones affectées des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. En effet, l'une des priorités du ministère étant de faire que les activités de riposte ne perturbent que de façon minimale le fonctionnement normal de la société. Ainsi, les marchés, les écoles et les lieux de culte sont restés ouverts en conformité avec ses recommandations.

#### Gratuité des soins

La gratuité des soins est effective dans toutes les aires de santé de Butembo, Katwa, Masereka et Kalunguta, depuis le 1er novembre. Mise en œuvre à travers le Projet de développement du système de santé, cette mesure vise à encourager la population

dans les zones touchées par l'épidémie à se rendre le plus rapidement possible dans les formations sanitaires publiques et privées qui répondent aux standards du ministère de la Santé. La gratuité des soins était déjà effective dans les zones de santé de Beni, Mabalako et Oicha depuis le 20 août dernier. À Beni, la gratuité était effective dans les aires de santé prioritaires ayant rapporté des cas confirmés d'Ebola mais elle sera prochainement étendue à l'ensemble des aires de santé de la zone de Beni.

Rappelons que depuis le début de la vaccination, le 8 août, plus de vingt-cinq mille personnes ont été vaccinées dans les différentes zones de santé.

Blandine Lusimana

## PROCESSUS ÉLECTORAL

## Des obstacles relevés dans l'usage du personnel et du matériel militaires

Explorant le fondement de la dotation en matériel militaire par le gouvernement pour l'organisation des élections générales du 23 décembre, les chercheurs du Projet d'application des droits civils et politiques de l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) ont conclu qu'une telle décision est défavorable au bon déroulement des scrutins.

Les chercheurs de l'IRDH ont appuyé leur constat par des circonstances politiques et sécuritaires du pays. En plus, ont-ils expliqué, il existe des restrictions à l'usage des Forces armées de la République démocratique du Congo (Fardc) fixées par la Constitution et les lois organiques portant leur organisation et fonctionnement ainsi que de la Commission électorale nationale indépendante (Céni).

Pour ces scientifiques dont les conclusions ont été relevées dans le bulletin électronique de l'IRDH du week-end dernier, le législateur congolais subordonne la réquisition de l'armée par la Céni à la seule nécessité de sécurité électorale. « L'article 25, alinéa 8 de la loi organique n° 13/012 du 19 avril 2013 modifiant et complétant la loi organique n° 10/013 du 8 juillet 2010 portant organisation et fonctionnement de la Céni, limite le pouvoir du président de celle-ci à requérir, le cas échéant, les forces de l'ordre », explique l'IRDH. La décision du gouvernement congolais s'inscrit, selon cette association, dans une logique politique qui pose deux problèmes majeurs : le premier est politique, lié à la crédibilité même des élections, alors que le second soulève l'inquiétude relative à la sécurité de l'intégrité territoriale et des frontières.

**Une décision qui ne serait pas d'autorité**



Des militaires et des véhicules de l'armée affectés au service des élections

Rappelant que l'organisation des élections avait un caractère hautement politique qui ferait craindre des ingérences et de la manipulation politicienne, les chercheurs de l'IRDH ont affirmé que pour cette première raison, la décision de faire intervenir l'armée dans les opérations électorales ne devrait pas être d'autorité. « Elle devrait suivre la procédure légale qui, pour besoin de transparence et de crédibilité, requiert l'avis des parties prenantes aux élections réunies au sein de l'assemblée plénière de la Céni », ont-ils noté. Aussi ont-ils fait constater que le personnel et le matériel militaire ont toujours effrayé la population. « Les citoyens congolais expriment souvent un ressentiment face aux Fardc dont des éléments sont fréquemment accusés de violations massives des droits de l'Homme

et de répression violente des manifestations politiques pacifiques », ont-ils dit. L'implication de toutes les parties prenantes à la discussion sur la dotation de la Céni du matériel militaire et de l'affectation du personnel des Fardc dissiperait des éventuelles contestations et tout motif de croire que le gouvernement voudrait renforcer sa mainmise sur les opérations électorales, par l'entremise de l'armée, en plus du recours non concerté à la machine à voter et l'abus des ressources de l'État aux fins de propagande électorale, largement critiqués, a estimé l'IRDH. Cet argument se fonde, selon lui, sur le fait que les membres du gouvernement ont décidé de cette dotation et le président de la République, commandant suprême de ces forces, sont tous d'un même camp politique, le Front commun pour le

Congo, en compétition électorale avec le regroupement qui n'est pas représenté dans ce gouvernement.

**Le travail ne manque pas pour l'armée et les militaires**

Relevant l'obstacle lié aux circonstances sécuritaires, les chercheurs de l'IRDH ont noté que le personnel et le matériel militaires devraient être affectés aux opérations militaires en cours, notamment dans certaines provinces du pays en proie aux groupes armés très actifs, à l'instar des Forces démocratiques alliées et différentes milices Mai-Mai qui attaquent continuellement la population civile, ou celles qui sont touchées par des affrontements ou mouvements internes de population ou d'autres encore, qui sont sous les menaces persistants d'insécurité.

Dans leur conclusion, les cher-

cheurs de l'IRDH ont souligné que l'on ne pouvait pas programmer le matériel et du personnel des Fardc à faciliter les opérations électorales, pendant que les militaires sont intensément sollicités à accomplir leurs missions régaliennes. Pour eux, la Céni pouvait planifier de se servir du matériel militaire roulant et volant de la Monusco qui est disponible dans le pays, étant donné que ce même matériel sert déjà des causes humanitaires pour déplacer des médecins et le matériel médical dans la zone touchée par la maladie à virus Ebola, au Nord-Kivu et à l'Équateur, distribuer les vaccins dans le Haut-Katanga et le Kasai-Central. « Le recours aux matériels de la communauté internationale épargnerait la Céni des accusations de vouloir imposer une issue préconçue par l'entremise des forces armées sous ordre de leur commandant suprême, le président de la République, qui a déjà choisi son dauphin, ses députés nationaux et provinciaux du FCC », soutiennent ces scientifiques. Ils sont convaincus que l'argument fondé sur le principe de souveraineté nationale ne tiendrait pas dans le contexte où le pays héberge déjà plus de quinze mille militaires onusiens, se sert du personnel et du matériel de la même communauté internationale dans des interventions humanitaires. Rappelons que des véhicules et du personnel de l'armée sont dotés par le gouvernement à la Céni, en prévision du transport du matériel électorale et de la facilitation des opérations électorales programmées au mois de décembre.

**Lucien Dianzenza**

## CLIMAT DES AFFAIRES

## Des réformes sans réel impact sur le classement annuel Doing business de la RDC

Publié le week-end dernier, le dernier Rapport du Groupe de la Banque mondiale (BM, édition 2019) a retenu trois réformes importantes portant sur l'enregistrement de la propriété, le commerce transfrontalier et l'exécution des contrats. Malgré ces avancées intéressantes, le pays a reculé à la 184e place sur les cent quatre-vingt-dix économies examinées à travers le monde.

Depuis le début de l'année, la République démocratique du Congo (RDC) s'est lancée dans une véritable opération de charme pour attirer des investissements potentiels. La stratégie de marketing de l'Agence nationale de promotion des investissements se réduit à une nouvelle vision plutôt simple : plus d'agressivité et moins de bureaucratie. L'objectif final est d'apporter une meilleure vi-

sibilité aux différentes réformes souvent méconnues qui touchent les secteurs vitaux de l'économie congolaise.

Au regard des résultats, la nouvelle approche s'avère plutôt payante, du moins si l'on en juge par la prise en compte effective des trois réformes de la RDC. Lors de la publication de l'édition passée, les enquêteurs de Doing business n'avaient considéré qu'une seule réforme sur une multitude signalée. Aujourd'hui, le pays est reconnu pour ses efforts dans les domaines de la réduction des frais pour sécuriser les titres de propriété, la réduction du temps nécessaire pour exporter et importer les marchandises grâce au Guichet unique de commerce et de l'adoption d'une loi qui régleme tous les aspects

de la médiation comme alternative ou mécanisme de résolution des litiges. Seul bémol, le gouvernement de la République a communiqué sur un total de six réformes pour le Doing Business 2019 mais seulement trois ont été finalement prises en compte par la BM.

**Une Afrique plus dynamique**

Dans l'ensemble, la BM constate une nette performance de l'Afrique subsaharienne qui a initié au moins le tiers des réformes. Entre le 2 juin 2017 et le 1er mai 2018, l'on a dénombré cent sept réformes africaines sur un total de trois cent quatorze réalisées par cent vingt-huit économies dans le monde, un niveau record pour la région. Selon les tendances régionales qui se dessinent, le Togo, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le

Rwanda figurent dans le top dix des économies les mieux classées. Ils ont connu les plus fortes progressions mais restent néanmoins confrontés à la fragilité, aux conflits et à la violence. Au total, ils ont mis en œuvre vingt-trois réformes, découvrent-on. Par ailleurs, le Kenya, la Côte d'Ivoire et le Rwanda sont également les économies qui ont enregistré le plus d'améliorations dans trois domaines ou plus en 2017 et 2018.

La vague de réformes a soufflé sur tout le continent africain, touchant les économies en développement aussi bien que les économies émergentes de la région. Les meilleurs résultats sont signalés dans le domaine de la création d'entreprise. Quant au mauvais score africain, il se concentre surtout dans le

raccordement à l'électricité, le commerce transfrontalier et le transfert de propriété.

Le pays africain classé comme le premier réformateur de la région est sans aucune surprise le Rwanda. La clé de la réussite du pays des mille collines tient essentiellement de l'efficacité de son administration publique, capable de fournir des services de qualité dans les délais appropriés. S'inspirant du cas rwandais, le rapport insiste sur la nécessité d'avoir un leadership fort et une constance dans l'action. Sur le plan des réformes, la RDC figure parmi les quarante économies de la région à mettre en œuvre au moins une réforme. Elle se classe derrière l'Éthiopie, le Nigeria, la Tanzanie, le Soudan et l'Ouganda.

**Laurent Essolomwa**

## LINAFOOT/LIGUE 1

## Mputu offre la victoire à Mazembe face à V.Club

**Le classico était très attendu et a vécu. Un match à rebondissement entre le TP Mazembe et l'AS V.Club, le 4 novembre, dans un stade de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, rempli comme un œuf. C'était en match en retard de la troisième journée de la 24e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot).**

Trois buts à deux, c'est le score final de la rencontre en faveur des Corbeaux Lushois. Pour le match, les deux coaches, Pamphile Mihayo Kazembe et Florent Ibenge, ont aligné deux équipes rugueuses avec le but de l'emporter. Le gardien international ivoirien, Sylvain Gbohhou, a gardé les buts des Corbeaux, avec en défense Djos Issama Mpeko à droite, le Zambien Kabaso Chongo et Kevin Mondeko dans l'axe, et Jean Kasusula à gauche. Au milieu de terrain, l'Ivoirien Christian Koffi Kouamé s'est occupé de la récupération, avec à ses côtés Miché Mika. Trésor Mputu a été l'animateur de jeu derrière le trio de la ligne d'attaque avec Rainford Kalaba à gauche, Jackson Muleka (remplacé par Ushindi wa Kubanza à la 78e mn) dans l'axe et Meschak Elia à droite.



Trésor Mputu, le bourreau de V.Club, le 4 novembre à Lubumbashi, avec deux passes décisives et un but (photo tpmazembecom)

Du côté de V. Club, le Camerounais Nelson Lukong a été titulaire dans les perches, derrière une défense à plat avec Djuma Shabani à droite, Glody Ngonda à gauche, Padou Bompunga et Darles Kalonji dans la charnière centrale. Au milieu de terrain, on a noté la présence de Mukoko Tonombe, Fabrice Lwamba Ngoma, Wango (remplacé à la 69e mn par Ngudikama) et en attaque, Chadrac Muzungu

(remplacé à la 81e mn par César Manzoki), Jean-Marc Makusu (remplacé à la 64e mn par Jésus Moloko Ducapel) et Francis Kazadi Kasengu.

Et ce sont les Dauphins noirs de la capitale qui ont été les premiers à trouver la faille, sur une somptueuse frappe de plus de vingt-cinq mètres du milieu international Fabrice Lwamba Ngoma, à la 30e mn, que le portier Sylvain Gbohhou n'a pas pu

arrêter. Mais Jackson Muleka a égalisé pour Mazembe avant la fin de la première période, sur une remise de la tête de Trésor Mputu. C'est le quatrième but en trois rencontres de ce jeune attaquant international espoir. Mais V.Club, évoluant en contre, a doublé la mise à la 65e mn par Francis Kazadi, sur un contre favorable après une passe décisive de Fabrice Lwamba Ngoma, auteur d'une contre-attaque sur

le côté droit de Mazembe. C'est à ce moment que le club entraîné par Pamphile Mihayo Kazembe a véritablement haussé son niveau de jeu, face à un V.Club assez attentiste. Les joueurs d'expérience comme Djos Issama Mpeko, Jean Kasusula Kilicho, Trésor Mputu, Rainford Kalaba et Meschak Elia ont fait montre de détermination dans le jeu, assiégeant l'adversaire. À la 73e mn, c'est encore Trésor Mputu qui a décalé Rainford Kalaba. L'international zambien s'est présenté quasi seul face au gardien de but camerounais de V.Club, Nelson Lukong, avant de le battre. Après avoir délivré deux assists (passes décisives), Trésor Mputu, en métronome, a clos le débat avec le troisième but de la victoire de Mazembe, à la 83e mn, catapultant de la tête une balle qui traînait dans la surface de réparation des Moscovites. Un but qui pèse trois points en faveur des Corbeaux qui consolident leur leadership à la 24e édition de la Ligue, avec huit victoires en huit sorties, gardant leur invincibilité depuis le début du championnat. V.Club, pour sa part, piétine pour sa quatrième sortie après trois victoires de suite.

Martin Engimo

## Réactions de Florent Ibenge et de David Mwakasu

**Entraîneur de V.Club, Florent Ibenge a dit sa satisfaction sur la qualité du jeu développé lors du match, regrettant cependant la défaite de son équipe qui disputera dans un avenir proche la finale de la 15e Coupe de la Confédération.**

« Je disais hier qu'on allait avoir un match digne de la finale de la Ligue des champions. Je remercie le Tout-Puissant Mazembe et l'AS V.Club pour avoir fourni cette belle prestation. Le public dans le stade, c'est ce qu'on aime, un public qui a communiqué, qui a poussé son équipe, chacun à son tour. Au finish, on repart froid avec une superbe image du football congolais », a-t-il déclaré à la conférence de presse d'après-match. Il a ajouté : « Je crois que tous les amoureux du football doivent être ravis, à l'exception des compétiteurs que nous sommes. Car, au-delà du beau jeu, le résultat ne nous satisfait pas puisqu'on a perdu. Mais le championnat n'est pas fini pour nous. Nous avons encore notre destin en main et on espère continuer notre petit bonhomme de chemin ».

Dans un autre registre, Florent Ibenge a réagi par rapport à la présence de son nom parmi les



Florent Ibenge, entraîneur de V.Club

membres de l'équipe de campagne du candidat président de la République, Emmanuel Shadary, poulain du Front commun pour le Congo. « Je suis quand même un peu occupé pour l'instant. J'ai l'AS V.Club qui joue la finale de la Coupe de la Confédération. J'ai l'équipe nationale qui cherche la qualification pour le Cameroun. Ça fait beaucoup de choses sur lesquelles je dois me concentrer. Je n'ai manifestement pas

le temps de m'occuper d'autres choses. Je suis très flatté qu'on puisse penser à moi. J'ai été reçu par beaucoup de partis politiques qui m'ont proposé de m'engager dans la bataille électorale qui va arriver, je suis très enchanté par rapport à ça. Je remercie ces gens de penser que je suis capable de faire quelque chose pour le football congolais... », a-t-il déclaré en réponse à une question qui lui a été adressée à ce sujet.



David Mwakasu, entraîneur adjoint du TP Mazembe

Pour sa part, l'entraîneur adjoint de Mazembe, David Mwakasu, a indiqué que les deux buts encaissés par ses joueurs découlent d'un concours de circonstance sur le terrain. « C'est un concours de circonstances sur le terrain mais surtout l'inattention. Un manque de concentration, parce que sur le plan stratégique et tactique, nous ne devrions pas encaisser ces deux buts que nous qualifions de 'bêtes' », a-t-il dit à la conférence de presse d'après match.

A propos de la prestation de Trésor Mputu et de Rainford Kalaba, il a confié : « Trésor Mputu est l'un de nos meilleurs joueurs parce que dans le football, c'est le collectif qui prime mais il est capable de faire la différence. Rainford Kalaba était énervé et surtout fatigué mais nous lui avons dit quelque chose qu'il devait faire mal à Nelson Lukong qui avait peur de lui ».

M.E.

## HOMMAGE

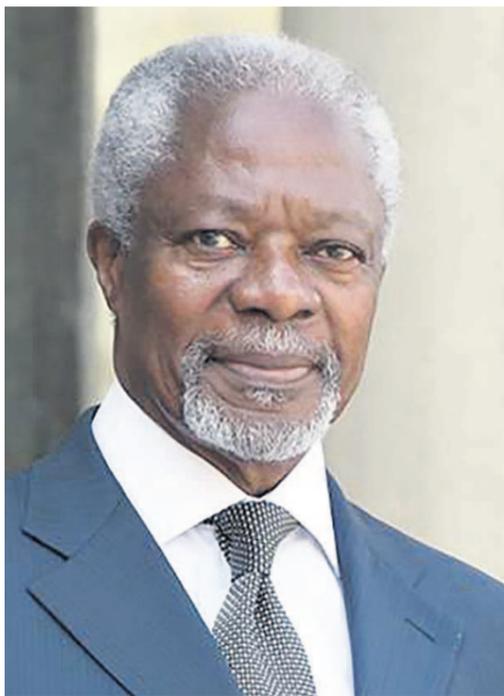
## L'Union africaine veut perpétuer la mémoire de Kofi Annan

**Le parlement panafricain, organe consultatif de l'organisation panafricaine, a annoncé, le 2 novembre, avoir adopté une résolution prévoyant des commémorations annuelles en reconnaissance aux contributions apportées par feu l'ex-secrétaire général des Nations unies, décédé le 18 août 2018.**

Le président du parlement panafricain (PAP), Roger Nkodo Dang, a fait l'annonce à la clôture de la première session ordinaire de deux semaines du cinquième parlement panafricain à Kigali, capitale du Rwanda. Il a précisé que cette résolution serait transmise l'année prochaine à l'Assemblée de l'Union africaine (UA) en Éthiopie pour approbation. Une fois cette résolution

adoptée, les commémorations annuelles mettront en valeur l'héritage diplomatique de Kofi Annan et sa défense du droit humanitaire, selon le PAP.

Le parlement a également présenté d'autres résolutions adoptées par les députés lors de cette session, comprenant celles sur une harmonisation des lois protégeant les personnes souffrant de handicaps en



Afrique et appelant les pays à adopter des législations strictes pour lutter contre la corruption et les crimes associés.

Cette session s'est ouverte le 22 octobre, avec pour thème, « Rempporter le combat contre la corruption : une voie durable vers la transformation de l'Afrique ». Les députés y ont discuté de la paix et de la sécurité sur le conti-

nant ainsi que du rôle et de l'impact des missions d'observation des élections de l'UA, entre autres.

Né au Ghana en 1938, Kofi Annan a été le septième secrétaire général de l'ONU, de 1997 à 2006.

En tant que secrétaire général, l'une de ses principales priorités a été l'adoption d'un programme complet de réformes visant à apporter une nouvelle vitalité aux Nations unies et à rendre le système international plus efficace.

Kofi Annan a reçu en 2001 le prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ONU.

## INTÉGRATION RÉGIONALE

## L'Éthiopie initie un programme de visa à l'arrivée pour tous les Africains

**Le ministère des Affaires étrangères du pays a annoncé, la semaine dernière, le lancement de services de visa à l'arrivée pour tous les ressortissants de pays africains.**

Dans un communiqué de presse, le ministère des Affaires étrangères a affirmé que le gouvernement éthiopien, sous la direction du Premier ministre, Abiy Ahmed, travaillait à l'établissement d'une Afrique pacifique et intégrée. « Le programme des services de visa à l'arrivée pour tous les ressortissants africains a été lancé dans la perspective de réaliser la vision de nos pères fondateurs d'une Afrique pacifique et intégrée, où les esprits, les idées et les marchés sont ouverts au commerce », indique ce communiqué.

« L'émission de visas à l'arrivée pour nos frères africains

démontrera clairement notre engagement envers les idéaux

**« L'émission de visas à l'arrivée pour nos frères africains démontrera clairement notre engagement envers les idéaux de libre circulation des personnes sur tout le continent et envers le programme d'intégration, qui sont également inscrits comme objectifs de l'organisation continentale »**

de libre circulation des personnes sur tout le continent et envers le programme d'intégration, qui sont également inscrits comme objectifs de l'organisation continentale », indique également le texte, en référence à l'Union africaine (UA).

Ce pays d'Afrique de l'est, siège de l'UA, espère que cette décision contribuera à l'initiative de l'organisation panafricaine sur la libre circulation des personnes. L'UA a appelé tous les pays africains à émettre des visas à l'arrivée pour 2023.

L'Éthiopie espère également que l'initiative des visas à l'arrivée facilitera l'intégration de l'Afrique en portant la circulation des touristes à un niveau supérieur et en favorisant le tourisme de conférence.

## BURUNDI

## Les militaires s'engagent à reboiser le pays

**Après des crises cycliques politico-sécuritaires qu'a connues le pays et qui ont entraîné la déforestation, l'armée a réitéré, la semaine dernière, son engagement à tout faire pour le reboiser.**

C'est le colonel Gaspard Baratuza, commandant de l'Institut supérieur des cadres militaires (Iscam), qui l'a indiqué au cours de la cérémonie d'ouverture de la semaine scientifique, culturelle et sportive de cet institut sur le thème « Force de défense nationale du Burundi : une armée professionnelle, responsable du patrimoine national, gage de développement durable pour notre pays ». « Pendant les crises cycliques qu'a connues le pays, les militaires éparpillés partout dans le pays ont contribué directement ou indirectement à la destruction de l'environnement par des coupures de bois de chauffe sans planter d'autres à l'époque pour les remplacer. Aujourd'hui où il y a la paix qui règne, les militaires sont conscients qu'il faut reboiser. On va faire tout ce qui est possible pour que le Burundi retrouve sa beauté ancienne avec le reboisement », a signifié le colonel Gaspard Baratuza dans les enceintes de l'Iscam.

Il a fait savoir que les soldats vont reboiser partout où c'est possible et qu'ils le feront avec la population et les ministères ayant l'environnement, la sécurité et l'administration territoriale dans leurs attributions respectives.

Le commandant de l'Iscam a ajouté que tout cela se fera dans le cadre du projet « Ewe Burundi Urambye » (littéralement Burundi bien habillé), un projet de reboisement national de sept ans dont les idées premières ont émergé à partir de l'Iscam et qui ont reçu après l'adhésion du cabinet de la présidence de la République du Burundi. « On a déjà été informé que si on ne fait rien, d'ici très peu d'années, on risque de tomber dans le piège que des autres super nations connaissent aujourd'hui parce qu'elles n'ont pas fait attention à la protection de l'environnement. C'est pourquoi les militaires burundais ont pris les devants dans cette lutte pour la protection de l'environnement », a conclu le colonel Baratuza.

## OUGANDA

## Les travailleurs de santé vaccinés contre le virus Ebola

**Une campagne de vaccination a débuté hier dans le pays, ciblant le personnel de santé de première ligne dans les districts exposés à un risque élevé, frontaliers de la République démocratique du Congo (RDC), où un foyer de la maladie s'est déclaré.**

La ministre de la Santé, Jane Ruth Aceng, a déclaré aux journalistes, le 2 novembre à Kampala, capitale du pays, qu'avec le soutien de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Ouganda s'était procuré plus de deux mille cents doses de vaccin rVSV-ZEBOV contre l'Ébola, et que des doses supplémentaires avaient été commandées.

Environ trois mille travailleurs de santé de première ligne dans les cinq districts à risque élevé de

Kabarole, Bunyangabo, Kasese, Bundibugyo et Ntoroko, frontaliers de la RDC, sont concernés par cette campagne.

« Nos travailleurs de santé sont la population exposée au risque le plus élevé face à Ebola », a fait savoir Jane Ruth Aceng, en compagnie de responsables de l'OMS. Les activités de prévention et de réponse battent leur plein en Ouganda, bien qu'il n'y ait pas à ce jour d'épidémie déclarée dans ce pays, a-t-elle indiqué.

Yonas Tegegn Woldemariam, représentant national de l'OMS en Ouganda, a souligné que le vaccin était sûr, comme l'a prouvé son utilisation par le passé en Guinée, en Sierra Leone et en RDC.

Le virus Ebola est hautement contagieux et peut causer toute une série de symptômes comprenant fièvre, vomissement, diarrhée, douleur généralisée ou malaise et dans de nombreux cas, hémorragie interne et externe. Selon les statistiques de l'OMS, Ebola affiche un taux de létalité extrêmement élevé, pouvant aller de 50% à 89% chez l'homme, selon la souche.

## MAROC

## Plus d'un kilogramme de cocaïne extrait de l'estomac d'une Guinéenne

Un total de 1,475 kg de cocaïne, contenu dans soixante-quinze capsules, a été extrait de l'estomac d'une ressortissante guinéenne au Centre hospitalier universitaire Ibn Rochd, dans la ville marocaine de Casablanca, a-t-on appris, le 1<sup>er</sup> novembre, d'une source de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) du Maroc.

Les services de police de l'aéroport international Mohammed V de Casablanca ont interpellé la personne en question à son arrivée, le 29 octobre, à bord d'un vol en provenance de l'aéroport de Sao Paulo (Brésil), en possession de cinq capsules de cocaïne, a précisé la DGSN dans un communiqué, faisant savoir que la mise en cause a été soumise à un examen radiologique qui a révélé l'existence dans son estomac de capsules soupçonnées de contenir de la cocaïne.

Après l'extraction des capsules et la stabilisation de son état de santé, la ressortissante guinéenne a été placée en garde à vue à la disposition de l'enquête menée sous la supervision du parquet, selon la même source. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts intenses déployés par les services de la DGSN pour lutter contre le trafic international de drogue et de psychotropes, conclut la source.



ORGANISATEUR



PARTENAIRES



3<sup>ème</sup> Edition

“ CONCOURS DE PRÉSENTATION DE PLANS D’AFFAIRES POUR START-UPS ”

15 Novembre 2018 à partir de 16H au



SPONSORS



CONGO MANAGEMENT CONSULTING



PARTENAIRES MEDIA



## DÉVELOPPEMENT

# Tibor P. Nagy Jr estime que l'avenir appartient à l'Afrique

**Le secrétaire d'État adjoint pour le Bureau des affaires africaines était en visite de travail en Afrique, pour approfondir et élargir les relations entre les États-Unis et le Togo, la Guinée, le Mali et le Nigeria.**

Au cours de son périple, Tibor P. Nagy a rencontré les membres de gouvernement, le monde des affaires et la société civile pour les éclairer sur quatre thèmes.

Le premier a concerné la promotion de relations économiques et commerciales entre les États-Unis et l'Afrique. Ce thème vise à uniformiser les règles du jeu à travers les marchés africains pour les entreprises, notamment la primauté du droit, la transparence, le recours à des investisseurs et la lutte contre la corruption.

La mobilisation en faveur du potentiel de la jeunesse africaine en tant que force d'ingéniosité et de prospérité économiques a été le deuxième thème. Tibor P. Nagy a

évoqué un « tsunami » démographique en préparation sur le continent africain entre maintenant et 2050, quand la population aura doublé, passant à plus de deux milliards d'habitants, avec un pourcentage de jeunes africains âgés de moins de 25 ans dépassant les 75%. Des millions d'Africains, branchés et connectés via les réseaux sociaux, tout autant que leurs homologues du reste du monde, auront des aspirations élevées en matière d'emploi et de qualité de vie améliorée – en fait comme tous les jeunes à travers le monde, a-t-il rappelé.

En troisième lieu, il a évoqué l'avancée de la paix et la sécurité à travers des partenariats et des mécanismes régionaux. « Les défis transnationaux du terrorisme et de l'extrémisme dans le Sahel, le nord du Nigeria, la Somalie et maintenant l'Afrique centrale, ainsi que l'essor de Boko Haram, d'Aqmi, de Daech Afrique de l'ouest et d'Al-Shabab exigent de nouvelles approches régionales déterminées pour contrer ces

groupes », a-t-il souligné. L'engagement « inébranlable » des États-Unis envers l'Afrique a constitué le dernier thème. Tibor P. Nagy a cité, entre autres, la lutte contre le sida, le « Power Africa », en passant par la loi Agoa, le « Feed the future », l'Initiative pour les jeunes leaders africains (Yali), pour augmenter la durée de vie, ouvrir les marchés aux exportateurs africains, la promotion de la démocratie et les droits de l'homme... Tibor P. Nagy s'est réjoui du fait que les dirigeants africains commencent à comprendre que créer des emplois intéressants et durables pour leurs jeunes est le défi le plus important auquel ils sont confrontés, a-t-il dit. Il s'est engagé à aider l'Afrique, en matière de développement et de renforcement des institutions démocratiques et de création d'un environnement d'affaires attirant des investissements du secteur privé.

Noël Ndong

## AFRIQUE

# La Mauritanie exclue de l'Agoa pour pratique d'esclavage

**Le président américain, Donald Trump, a informé le Congrès et le gouvernement de la Mauritanie qu'il mettrait fin à l'admissibilité de leur pays aux avantages en matière de préférence commerciale en vertu de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique (Agoa), à compter du 1er janvier 2019.**

Après un examen annuel d'éligibilité, le président américain a indiqué que la Mauritanie n'était pas en phase avec les exigences de l'Agoa.

Le décret signé par Donald Trump, publié le 5 novembre par le Bureau américain en charge du commerce, met en cause les pratiques de travail forcé et l'esclavage moderne.

La décision a été prise au terme d'une revue annuelle qui établit que la Mauritanie ne progressait pas suffisamment dans la mise en place de la protection des droits des travailleurs internationalement reconnus.

« La Mauritanie ne respecte pas les critères d'éligibilité de l'Agoa. En particulier, la Mauritanie n'a pas progressé dans la lutte contre le travail forcé, précisément contre le fléau de l'esclavage héréditaire. En outre, le gouvernement mauritanien continue à limiter la capacité de la société civile à travailler librement pour résoudre les problèmes liés à la lutte contre l'esclavage », indique le document.

« Les pratiques de travail forcé ou obligatoire telles que l'esclavage héréditaire n'ont pas leur place au XXIe siècle », a commenté le représentant adjoint du commerce des États-Unis, C.J. Mahoney.

Cette action, a-t-il expliqué, est la preuve que l'administration Trump est déterminée à mettre un terme à l'esclavage moderne et à appliquer les dispositions relatives au travail dans les lois américaines et accords commerciaux. « Nous espérons que la Mauritanie travaillera avec nous pour éliminer le travail forcé et l'esclavage héréditaire afin que son éligibilité à l'Agoa soit rétablie à l'avenir », a souhaité C.J. Mahoney. Par ailleurs, l'annonce du bureau américain du commerce a prévenu que les États-Unis vérifieront de temps en temps si la Mauritanie continue de progresser dans la protection des droits des travailleurs internationalement reconnus.

Créé en 2000 par Bill Clinton, cet accord commercial permettait à la Mauritanie d'exporter à prix avantageux, vers les États-Unis, principalement des produits énergétiques. Mais Nouakchott était surveillé de près sur la question de l'esclavage aboli en 1981. Sa pratique n'est punie par la loi que depuis récemment et des centaines de milliers de personnes sont toujours victimes de cette exploitation.

Selon Donald Trump, la Mauritanie pourra, plus tard, être réintégrée à l'Agoa, si des progrès sont constatés.

Yvette Reine Nzaba

**Découvrez les nouveaux défis du monde de la finance africaine**

LE CLASSEMENT DES 200 PREMIÈRES BANQUES AFRICAINES

**jeuneafrique** HORS-SÉRIE N° 49  
**FINANCE**

ENQUÊTE Comment l'IGF gère la crise de gouvernance ?

SANAM-SANLAM Expansion, rentabilité, performance... Ou l'attente du mariage du siècle ?

TECHNOLOGIES La blockchain à la conquête du Maghreb

**Retour en force**

Le capital-investisseur Sofiane Lahmar et l'assureur Jean Kazou Diogou ont été au cœur de deux des plus grosses opérations de l'année. Comment le dynamisme retrouvé du secteur financier africain. Une embellie durable ?

DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU EN ÉDITION DIGITALE

Téléchargez l'application Jeune Afrique - Le Magazine

JEUNE AFRIQUE MEDIA GROUP

**UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES  
PLUS RAPIDEMENT**

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## ELECTIONS DE MI-MANDAT AUX ETATS-UNIS

## Un duel à l'issue encore incertaine

Le scrutin du 6 novembre concerne les deux chambres du Congrès américain et devra permettre à l'ensemble des quatre cent trente-cinq sièges de la Chambre des représentants d'être renouvelés ainsi qu'un tiers des cent sièges du Sénat.

En attendant le déroulement du vote, des analystes sur place notent qu'une grande incertitude demeure comme en témoignent les derniers sondages des duels encore extrêmement indécis. Ils soutiennent ce point de vue même si les démocrates gardent l'avantage pour le contrôle de la Chambre des représentants et les républicains pour le Sénat.

Les élections américaines de mi-mandat sont importantes en ce sens qu'elles peuvent empêcher au président d'agir et d'appliquer le programme pour lequel il a été élu deux ans plus tôt. Et lorsqu'on considère l'histoire des Etats-Unis, l'on remarque que depuis l'installation d'un bipartisme démocrate-républicain dans les années 1910, le parti au pouvoir a presque toujours perdu des élus lors du vote qui tire son nom du fait qu'il inter-

vient à la moitié du mandat quadriennal d'un président et scande toute sa politique intérieure.

C'est pour avoir compris l'enjeu de ces élections que Donald Trump s'est jeté en plein dans la campagne électorale, comme rarement un président américain ne l'avait fait auparavant. Il a pris un tel engagement sachant que l'issue du scrutin sera déterminante pour les deux dernières années de son mandat. « *Je ne suis pas sur le bulletin mais en fait si, parce que c'est aussi un référendum sur moi* », a déclaré le milliardaire, convaincu de la menace d'une paralysie et d'une kyrielle d'enquêtes parlementaires contre lui si les démocrates reprennent la Chambre. Dans la même optique, il redoute le blocage de ses nominations juridiques et le spectre d'une

procédure de destitution si ces derniers arrachent aussi le Sénat.

Dans le but de mobiliser les électeurs, Donald Trump a multiplié les annonces, comme celle de l'envoi de milliers de militaires à la frontière avec le Mexique au moment où des migrants fuyant l'Amérique centrale s'approchaient de ce pays. « *C'est une invasion* », a-t-il martelé depuis la Maison-Blanche, en déclarant qu'il signerait un décret sur l'immigration, sans plus de précisions.

Le président américain s'est particulièrement appesanti sur ce sujet, sachant qu'il arrive en tête des préoccupations des électeurs républicains. Ce qui était très important pour lui après s'être agacé publiquement de voir la bonne « dynamique » des républicains ralentir dans les sondages après l'envoi de colis piégés à plusieurs personnalités démocrates. Malgré cela, l'ancien homme d'affaires espère que ses multiples mee-

tings de campagne et autres interventions vont contrer l'élan démocrate. « *Ça va très bien pour nous au Sénat et je pense que ça marche très bien pour nous à la Chambre* », a-t-il affirmé.

Du côté des démocrates, l'optimisme est tout aussi affiché. « *Nous allons gagner (...). Les démocrates vont remporter la Chambre* », a lancé leur chef à la Chambre, Nancy Pelosi, qui n'écarte pas la possibilité de reprendre la majorité au Sénat et de dominer dans la course aux postes de gouverneurs.

Malgré ce qu'augurent les deux composantes du Congrès, les derniers sondages dénotent au contraire une grande incertitude. Pour l'heure, on sait que les républicains détiennent une très courte majorité au Sénat (51-49) alors que les démocrates font face à une équation extrêmement difficile. En effet, si un tiers des sièges est renouvelé tous les deux ans de chaque mandat présidentiel, cela n'est pas le cas cette fois, puisqu'ils doivent dé-

fendre vingt-six des trente-cinq sièges en jeu, dont plusieurs dans des Etats qui ont largement voté pour le républicain Donald Trump, en 2016.

Au niveau de la chambre des représentants, une trentaine d'élections est encore trop serrée pour qu'un vainqueur émerge avec certitude, même si les sondages donnent l'avantage aux démocrates, portés par une grande mobilisation. Les prédilections électorales du site FiveThirtyEight leur donnent six chances sur sept d'emporter la chambre basse. En revanche, la dynamique s'inverse totalement pour le Sénat, avec six chances sur sept pour une majorité républicaine. De même, un sondage Fox News portant sur cinq Etats très disputés montre aussi une grande incertitude concernant le Sénat. Quant aux trente-six sièges de gouverneurs en jeu, l'on prévient que les élections s'annoncent également extrêmement serrées.

Nestor N'Gampoula

## NIGER

## Nouvelle rupture du dialogue entre le pouvoir et l'opposition

A peine repris il y a moins d'un mois, le dialogue politique est de nouveau au point mort dans le pays.

L'opposition a décidé de se retirer depuis jeudi dernier des travaux du comité ad hoc mis en place par le Conseil national du dialogue politique (CNDP) du Niger, pour proposer des amendements au code électoral, ont annoncé ses représentants vendredi, à Niamey.

Lors d'une conférence de presse animée pour expliquer les raisons de leur retrait des travaux, les représentants des partis leaders de l'opposition, dont le Moden-Fa Lumana, MPN Kishin Kassa et le Rassemblement démocratique républicain Tchandji, ont évoqué les points qui bloquent les travaux du dialogue.

Cette nouvelle rupture est considérée comme un coup de massue au sein d'une bonne partie de l'opinion pu-

blique nigérienne qui espérait une réelle chance à la relance du dialogue politique longtemps rompu entre le pouvoir et l'opposition, notamment au sein du CNDP.

Pour rappel, depuis 2016, les travaux du CNDP - un cadre national pour le règlement des litiges politiques, précisément les questions électorales - étaient boycottés par l'oppo-

**« Notre souhait est que ces trois articles puissent connaître des traitements qui permettent à l'ensemble des Nigériens de concourir librement et de participer à l'organisation des élections futures »**

sition protestant contre certaines modifications de la loi électorale sans un consensus

politique. Les points de la discorde sont relatifs à la composition de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), à son fonctionnement et à certaines dispositions sur les conditions d'éligibilité.

Après une longue période de crise, l'opposition et le pouvoir ont décidé, en début du mois d'octobre dernier, de s'entendre sur une révision du code électoral.

Cependant, l'opposition a décidé de se retirer de nouveau

des travaux après un « refus du gouvernement d'accepter ses propositions faites

sur certains articles qui lui paraissent « fondamentaux » », ont précisé les représentants de l'opposition.

La non validation de ces propositions « ne garantit plus un déroulement démocratique des prochains scrutins » au Niger, ont-ils noté.

Parmi les articles du code électoral qui constituent la pomme de discorde, figure notamment l'article 8, qui exclut toute personne condamnée à un an de prison des compétitions électorales, ce qui disqualifie d'office l'opposant Hama Amadou (du parti Moden-Fa Lumana), ancien président du parlement et principal adversaire politique du président nigérien, Mahamadou Issoufou. Hama Amadou a été condamné à un an de prison dans une affaire des « bébés importés » et est actuellement en exil en France. Le vice-président du Mo-

den-Fa Lumana, Soumana Sanda, intervenant le 3 novembre sur une radio étrangère, a demandé que les négociations politiques nationales nigériennes soient rouvertes, principalement sur ce point, ainsi que l'article 12 (relatif à la composition de la Céni) et l'article 81 (relatif à la composition des bureaux de vote).

« Notre souhait est que ces trois articles puissent connaître des traitements qui permettent à l'ensemble des Nigériens de concourir librement et de participer à l'organisation des élections futures », a-t-il fait savoir.

Or, certains partis de la majorité ont estimé que si le pouvoir accepte de discuter des exigences de l'opposition, « l'heure n'est pas aux attermoissements », d'autant que le temps presse pour la préparation des prochains scrutins.

Xinhua

## OFFRE D'EMPLOI

Pour son développement, MBTP, la société de Bâtiment et travaux publics, recrute un Comptable fournisseur.  
Mission et activités : Gérer les relations avec les fournisseurs de l'entreprise, et enregistrer les opérations comptables afférentes.  
Profil : Bac + 2 minimum

Dossier : CV, Lettre de motivation au format.doc.  
Dépôt de candidature :  
Mail : info@mbtpsa.com  
Tel : BZV 05 304 63 92  
Date limite de dépôt des candidatures : 20 Novembre 2018.

EDUCATION

# Juste Désiré Mondelé encourage les responsables des écoles de Ouenzé 1

**En guise de félicitation, le député de la première circonscription électorale du cinquième arrondissement de Brazzaville a offert, le 3 novembre, du matériel didactique aux responsables de plusieurs établissements scolaires publics et privés de cette partie de la ville.**

Composé, entre autres, des registres, règles, équerres, boîtes de craie et papiers rame, le don est destiné au lycée de la Révolution, lycées techniques commercial et industriel 5-février, aux écoles primaires Pierre-Ntsiété A et B, Immaculée conception, Lheyet-Gaboka A et B. Au niveau du collège, Juste Désiré Mondelé a ciblé les CEG Gampo-Olilou A et B, Pierre-Ntsiété, Lheyet-Gaboka. Quant au secteur privé, les bénéficiaires sont l'École Bilingue, la Fondation Guillaume et l'école privée Saint Expédit.

En effet, à travers ce geste, le député de Ouenzé 1 a voulu faire passer un message de soutien et de solidarité aux responsables de ces écoles

*le Brevet d'études du premier cycle, le Brevet d'études techniques et le baccalauréat général et technique. C'est le mérite des encadreurs que vous êtes, c'est aussi de la responsabilité des élus que nous sommes, parce que dans la « Marche vers le développement » il y a une place de choix pour l'éducation de la jeunesse », a expliqué Juste Désiré Mondelé.*

Le conseiller spécial, chef du département politique du président de la République, a souligné la nécessité de soutenir l'école qui n'est plus seulement l'affaire de l'Etat ni des ministres en charge de l'Enseignement. L'école éloigne, a-t-il dit, de l'oisiveté et du chômage. Selon lui, la circonscription scolaire de



Photo de famille avec les apprenants Adiac offrant cette formation gratuitement pendant trois mois », a indiqué Desti Bileki, jeune apprenant.

« C'est aussi une façon, un moyen pour nous de témoigner de notre soutien, de dire aux responsables de ces établissements qu'ils ne sont pas seuls, à côté d'eux, il y a des élus pour encadrer les enfants, pour soutenir l'enseignement et surtout pour éviter que les phénomènes comme « les bébés noirs et Kuluna » puissent venir impacter sur le bon train quotidien de l'école », a-t-il poursuivi.

**professionnelle pour des jeunes**  
Cette cérémonie a été couplée avec la remise des certificats de fin de formation en bureautique et informatique aux jeunes. En effet, cette formation qui s'est déroulée du 21 février au 21 mai, à la permanence parlementaire du député dénommée « Maison du citoyen », a été animée par le cabinet d'orientation académique et de formation professionnelle Ndag-consulting et a rassemblé près d'une dizaine de jeunes. « Merci à l'honorable pour tout ce qu'il a fait en nous

Profitant de la présence des responsables des écoles à son siège, Juste Désiré Mondelé a sollicité leur apport dans cette série de formation qui est encore à sa première promotion. Ainsi, il compte surtout sur l'école Bilingue dans l'élargissement éventuel des modules de formation.

**Parfait Wilfried Douniama**

**Des certificats d'aptitude pro-**

## « Merci à l'honorable pour tout ce qu'il a fait en nous offrant cette formation gratuitement pendant trois mois »

afin qu'ils puissent améliorer leurs performances cette année. « Je voudrais vous féliciter pour des résultats excellents que notre circonscription scolaire a réalisés aux examens d'Etat, notamment

Ouenzé abrite actuellement l'un des très beaux établissements du pays, voire d'Afrique centrale, notamment le lycée de la Révolution qui comprend également le CEG Gampo-Olilou A et B.

# ADIAAC

Toute l'actualité  
Du Bassin du Congo  
EN VIDÉO



AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER  
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo



## www.adiac.tv

## PRÉSUMÉ GÉNOCIDE DES LARIS AU CONGO

## La Copar qualifie le livre de véritable imposture

Le cartel des partis de l'opposition dite républicaine, sous la houlette de son vice-président, Chris Antoine Walembaud, est revenu longuement sur le livre publié par Dominique Kounkou, au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée, le 3 novembre, à Brazzaville.



Les responsables de la Copar lors de la conférence de presse. Photo Adiac

Publié il y a près de deux mois aux Editions l'Harmattan, en France, par Dominique Kounkou, un Congolais résidant à Paris, l'ouvrage de cent-dix pages fait état d'un prétendu génocide perpétré par le gouvernement contre les Laris, une ethnie originaire du département du Pool.

Pour la Convention des partis républicains (Copar), cet ouvrage est édité dans le but de nuire au pouvoir et de semer

dans la conscience collective des Congolais le venin de division et de haine. Ainsi, en toute fermeté, la Copar a fustigé l'attitude et les agissements de son auteur, Dominique Kounkou. Elle estime que le présumé génocide des Laris n'est qu'une simple intox et véritable ineptie de cet écrivain.

« Le devoir patriotique et républicain qui caractérise les partis de la Copar ne peut les laisser indifférents face à une telle œuvre

de l'esprit, aux relents séditionnaires, pondue par un homme vivant en dehors du pays, n'ayant aucune connaissance des réalités du vécu quotidien des Congolais, que Dominique Kounkou a intitulée «Le génocide des Laris au Congo» », ont indiqué ces partis dans une déclaration commune. En technicien de droit, le vice-président du Congrès pour la démocratie et la République, Hervé Icka, a affirmé que dans son œuvre, Dominique Kounkou n'a pu prou-

ver l'existence d'un plan concerté, principe juridique de base dans un génocide, monté par le gouvernement pour accomplir ce massacre. Ainsi, pour confondre les allégations de l'auteur, la Copar a fait l'historicité du peuple du Pool, dans laquelle elle a indiqué que les localités de Kindamba-Ngouédi et Mayama, dont Dominique Kounkou a affirmé avoir été rasées dans le cadre de ce supposé génocide, ne font pas partie de l'ethnie Lari, mais sont plutôt des Sundi-hangala

et Sundi-téké.

#### Que lumière soit faite sur la situation d'hystérie collective

Par ailleurs, abordant les malheureux événements survenus, il y a peu, dans les établissements scolaires de Nganga-Edouard, lycée Chaminate et lycée technique Iermai, la Copar a invité le gouvernement à faire diligence sur la recherche scientifique des causes réelles de cette hystérie collective qui a laissé la ville capitale dans l'émoi.

Analysant la sortie de crise dans le département du Pool, la Copar a salué l'accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités signé le 23 décembre 2017 entre le gouvernement et la partie rebelle, mais aussi la bonne exécution de l'opération de ramassage des armes qui vient de s'achever.

En dernier ressort, la Copar a demandé au gouvernement de tout mettre en œuvre pour amorcer la phase de réinsertion des ex-combattants ninjas. Notons que cette coalition des partis de l'opposition dite républicaine est actuellement dirigée par son vice-président, Chris Antoine Walembaud.

**Firmin Oyé**



**APPEL A CANDIDATURE**

Le Parc National d'Odzala-Kokoua recherche une personne compétente et qualifiée pour la poste de caissier (e)

Lieu d'affectation : Quartier général du Parc National d'Odzala-Kokoua à Mbomo

**Responsabilités**  
Ce poste inclut les activités ci-dessous :

- Effectuer les paiements et versements dans la caisse
- Tenir le livre de caisse à jour
- Effectuer l'encodage des pièces comptables
- Effectuer des inventaires de la caisse hebdomadaires et mensuels
- S'assurer la qualité et l'exhaustivité des pièces comptables supportant les mouvements de caisse
- Effectuer la classification et l'archivage des pièces comptables
- Faire les demandes d'approvisionnement de la caisse au RAF
- Exécuter toutes autres tâches raisonnablement associées, mais ne figurant pas dans la présente description de tâches lorsqu'elles sont attribuées par le superviseur ou tout autre membre de l'équipe de coordination
- S'assurer que le journal de caisse du caissier est correct (encodage, montant, contrôle des soldes...)

**Formation requise ou souhaitée :**

- Expérience d'au moins 3 ans à un poste similaire avec références
- Connaissances de l'outil informatique (Word, Excel, Outlook)
- Maîtrise d'un logiciel de comptabilité (Sage Pastel de préférence)
- Être rigoureux dans l'application des procédures et dans ses comptes
- Maîtrise de la langue française

**Dossiers de candidatures :**

- Lettre de motivation ;
- CV détaillé ;

Les dossiers de candidatures doivent être envoyés à l'adresse e-mail [gnok@afriparks.org](mailto:gnok@afriparks.org), en indiquant la référence « 2018/ADMIN » en sujet de l'email ou déposé au bureau de la fondation.

La date limite de dépôt de candidature est fixée au 23 novembre 2018.







Administration: Pius BUDKANDZA Michel Boudjaka, Paul Tzifer, Jeanne Dorey Dinebi, Gilles Doucourelle, Jean Louis Muzumbo, Pascal

## NÉCROLOGIE

Les familles Okognia Mvouma, Okombi, Ngala Atongui, M. Marien Ossiété, Mme Nadine Ingoba ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et grand-père, Albert Mvouma, survenu le 27 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Massengo (arrêt marché, derrière l'école Melchanvie).

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



Vianey Malonga, agent des Dépêches de Brazzaville, (Joséphine, Odile et Nella) Andengué, Dary Joslin Kaba Atarabounou, Adé Yannick Atarabounou et familles ont le regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et frère, Copel Saturnin Andengué, survenu le 29 octobre à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n° 107 de la rue Moussana à Ouenzé.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

**Allemagne, 12e journée, 2e division**

Sans Sylver Ganvoula (opéré du bas-ventre, il sera absent au moins quinze jours), Bochum fait match nul 2-2 à Greuther Fürth. Et se classe 7e à trois longueurs de son adversaire du jour.

**Allemagne, 16e journée, 4e division, groupe Ouest**

Sans Exaucé Andzouana, absent du groupe, Lippstadt s'incline à Rot-Weis Oberhausen (1-3).

**Angleterre, 11e journée, 1re division**

Deuxième titularisation et première passe décisive pour le jeune Grady Diangana, qui participe au succès de West Ham face à Burnley (4-2). Le jeune ailier droit de 20 ans a offert le but du 2-1 à Felipe Anderson (68e mn). Remplacé à la 86e à 3-2.

**Angleterre, 17e journée, 3e division**

Mark Howard blessé, Christoffer Mafoumbi était titulaire pour la réception de Bristol. Pour sa première en championnat cette saison, le gardien international a encaissé trois buts. Une sortie frustrante pour l'international congolais, décisif en première période à l'image de cet arrêt face à Sercombe à la 24e mn. Au retour des vestiaires, il touche le ballon mais ne peut empêcher le but de Clarke (48e mn). Et en encaissera deux autres en fin de rencontre.

Mardi soir, il devrait enchaîner une deuxième rencontre lors du match en retard à Gillingham.

Accrington prend un point à Coventry (1-1). Avec le 4e but de la saison d'Of-frande Zanzala. Aligné au coup d'envoi, le Brazzavillois a ouvert le score à la 58e mn. Remplacé à la 94e.

**Angleterre, 17e journée, 4e division**

Oldham chute à Stevenage (2-3). Avec Christopher Missilou titulaire à la récupération.

**(Azerbaïdjan, Belgique, Bulgarie et Espagne)****Azerbaïdjan, 10e journée, 1re division**

Après un mois sans la moindre victoire (quatre défaites et un nul toutes compétitions confondues), Qarabag remporte enfin un match. Le champion en titre bat Sumgayit 2-0 avec un but de Dzon Delarge : titulaire, l'international congolais effectue un appel à la limite de son camp. Servi par son gardien, il résiste au retour de son défenseur et trompe le gardien adverse du gauche (2-0, 56e). Remplacé à la 72e, il marque ainsi son 2e but de la saison en championnat.

**Belgique, 14e journée, 1re division**

Charleroi perd à Ostende (1-2). Sans Francis N'Ganga et Messie Biatoumousoka, absents du groupe.

**Belgique, 13e journée, 2e division**

Ravy Tsouka Dozi et Vasteras sont champions de 3e division suédoise (DR)

Roulers s'incline à Wilrijk (1-2). Sous les yeux de Maël Lépicier, resté sur le banc des remplaçants. Le gaucher est de retour dans le groupe après plusieurs semaines d'absence (pied cassé).

**Bulgarie, 14e journée, 1re division**

Mauvais après-midi pour le Chernomorec de Varna battu chez le Botev Vratsa (1-2). Titulaire, le latéral gauche se livre au duel face à Stoev, qui glisse intelligemment le ballon à Nenov (1-0, 60e). Quatre minutes plus tard, un faux rebond prive Konongo du cuir et profite à Nenov qui adresse un centre parfait pour le 2-0. Un match à oublier pour l'ancien joueur de Clermont.

**Espagne, 11e journée, 1re division**

Très bonne opération de Girona qui prend les 3 points à Valencia (1-0). Avec Yhoan Andzouana, resté sur le banc, mais appelé pour la première fois dans le groupe pro en Liga, quelques jours après sa titularisation en Coupe du Roi.

**Avec 16 points, les Catalans sont 7e.**

(Belgique et Turquie)

**Belgique, 14e journée, 1re division**

Zulte-Waregem ne parvient pas à confirmer sa victoire de jeudi (contre le Standard) et s'incline à Saint-Trond (1-2). Marvin Baudry, titulaire, et ses coéquipiers avaient pourtant ouvert le score à la 29e mn. Réduits à dix à la 75e, ils ont cédé aux 61e et 85e mn. Et restent englués en bas de tableau (16e et derniers avec neuf points).

**Belgique, 13e journée, 2e division**

L'Union-Saint-Gilloise et Lommel se séparent sur un score de parité (1-1). Sans Niels Bouekou dans les rangs bruxellois mais avec Scott Bitsindou titulaire à

**groupe 3**

Peralada est tenu en échec à domicile par Cornella (2-2). Sur le banc de l'équipe première la veille, Yhoan Andzouana est entré à la 65e mn avec la réserve, 19e et avant-dernière du classement.

**Espagne, 11e journée, 3e division, groupe 4**

En déplacement à Ibiza, Linense prend un point (0-0). Avec Baron Kibamba titulaire en défense centrale.

**Israël, 9e journée, 1re division**

Et de six pour Mavis Tchibota qui ouvre le score pour le Bnei Yehuda. Son équipe, 3e du classement, bat l'Hapoel Hadera (2-0) et l'international congolais prend la tête du classement des buteurs.

**Israël, 11e journée, 2e division**

Pourtant réduits à dix à la 39e mn, Romaric Etou et le Beitar Tel Aviv l'emportent 2-0 contre le Sektzia Nes Tziona. Le Beitar est 8e avec treize points.

(Pays-Bas, Portugal, Roumanie, Suède, Suisse)

**Pays-Bas, 12e journée, 2e division**

Cambuur bat les Jong Ajax (équipe réserve de l'Ajax) sur le score de 2-1. Sans David Sambissa, blessé. Cambuur est 8e avec 11 pts.

**Portugal, 8e journée, 2e division**

Le Sporting Covilha de Gaius Makouta l'emporte face à l'UD Oliveirense (1-0). Avec seulement 8 pts, le Sporting est 14e sur dix-huit.

**Roumanie, 14e journée, 1re division**

Quatrième but de la saison pour Offrande Zanzala (DR)

En seconde période, il déborde en force le long de la ligne de touche et centre fort, en retrait, sur la tête de Kanatsizkus (63e mn).

Un succès qui permet au MKE de remonter à la 4e place.

**Ecosse, Espagne et Israël)****Ecosse, 12e journée, 1re division**

Le leader, Heart of Midlothian, se déplaçait chez son dauphin et champion sortant, le Celtic. Le club de Glasgow l'a largement emporté (5-0) balayant Clevid Dikamona, titulaire, et ses coéquipiers. Qui ne comptent plus qu'un point d'avance sur les « Bhoys » de Glasgow. Toujours privé de Khari Madianga, le FC Dundee chute à Motherwell. Et reste lanterne rouge avec trois points.

**Ecosse, 12e journée, 2e division**

Dundee United bat Queen of the South (2-0). Sans Yannick Loemba, resté sur le banc.

**Espagne, 12e journée, 2e division**

Sans Merveil Ndockyt, grippé, Majorque prend un point à Oviedo (1-1). Et reste en course pour les play-offs (7e avec dix-sept points).

**Espagne, 11e journée, 3e division,**

Hermannstadt l'emporte à Seps (3-1). Avec un but de Juhvel Tsumou à la 56e mn (sur une grosse erreur du gardien adverse). Son quatrième but de la saison en douze matchs (six titularisations).

Dylan Bahamboula est resté sur le banc lors de la défaite de l'Astra Giurgiu sur le terrain du Steaua Bucarest (0-1).

**Suède, 29e et avant-dernière journée, 3e division, groupe Nord**

Vasteras est sacré champion à une journée de la fin après sa victoire sur le terrain d'Akropolis (1-0). Pour ce succès, Ravy Tsouka Dozi faisait son retour dans le onze de départ. Le défenseur de 23 ans a joué dix-neuf matchs comme titulaire pour huit avertissements (treize victoires, quatre défaites et deux nuls). Le Congolais et ses coéquipiers évolueront en 2e division suédoise la saison prochaine (reprise attendue vers mars 2019).

**Suisse, 13e journée, 2e division**

Lausanne chute à domicile face à Vaduz (1-2). Avec Igor N'Ganga titulaire. Le LS descend à la 4e place.

Camille Delourme



Avec deux passes décisives, Thievy Bifouma a contribué au succès d'Ankaragücü face à Kayserispor (DR)

## ANNÉE ACADÉMIQUE 2018-2019

## Le Casp rouvre la formation des techniciens de la statistique

La reprise des cours dans l'établissement, le 5 novembre, a été marquée par la relance de la formation des élèves ayant un niveau minimum de la classe de première ou un Brevet d'études professionnelles (BEP) scientifique.

Après trois ans d'interruption, le Centre d'application de la statistique et de la planification (Casp) a renoué, cette année, avec la formation des techniciens de la statistique et de la planification. Sur vingt-quatre candidats présentés, dix élèves ont été admis à suivre cette formation. Celle-ci avait été suspendue à cause du niveau jugé « très bas » des élèves, a souligné le directeur général du centre, Gaspard Symphorien Mbou Likibi.

La formation au Casp se fait à travers deux sections. Pour l'obtention d'un diplôme de technicien supérieur de la statistique et de la planification (section I), la durée est de deux ans, pendant qu'elle est d'une année pour celui de technicien de la statistique et de la planification (section II) sans baccalauréat. L'année en cours,

l'établissement - qui compte au total soixante-six étudiants - en a accueilli quarante-cinq toutes sections confondues.

Dans le cadre du perfectionnement des agents et cadres des secteurs publics, parapublics et privés, le Casp organise chaque année des formations sous forme de modules dans de nombreux domaines, ouvrant ainsi plusieurs débouchés. « On prépare les étudiants à ne pas compter seulement sur la fonction publique. On s'arrange à leur donner des outils pour qu'ils soient compétents. Ils sont donc orientés en fonction des besoins du marché du travail », a affirmé le directeur général du centre.

L'Etat étant le premier pourvoyeur d'emploi au Congo, le Casp ne comptait que sur l'administration publique pour l'emploi des statisticiens. De-



IMG\_2829OKOK.jpg

puis, cinq promotions sont au chômage, soit environ deux-cents professionnels, indique Gaspard Symphorien Mbou Likibi. « Lorsqu'on a formé, on souhaite qu'ils exercent. Parce que nous sommes conscients que l'Etat ne peut pas résorber

le chômage, nous leur donnons des outils en termes de profil de formation et des conseils pour qu'ils cherchent du côté du secteur privé », a-t-il expliqué, très préoccupé.

Dans les années à venir, le Casp entend revoir son programme

scolaire, puisque celui en cours date de 1983. Afin de donner une nouvelle dynamique, une année supplémentaire sera ajoutée à toutes les formations. Un défi, certes, pas facile à relever.

Josiane Mambou Loukoula

## COMMERCE

## Des consignes aux agents de contrôle à l'orée des fêtes de fin d'année

Le directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales, Philippe Nsondé-Mondzie, a appelé, le 5 novembre à Brazzaville, l'ensemble des collaborateurs en charge du contrôle et de la répression à veiller sur la qualité des produits mis sur le marché congolais, à quelques semaines des fêtes de fin d'année, période de grandes dérives commerciales.

La réunion à laquelle ont pris part le directeur départemental de Brazzaville, les directeurs centraux, chefs de brigade et l'ensemble des collaborateurs en charge de la répression, a permis de préciser les procédures de travail telles que dictées par les différents textes législatifs et réglementaires. Mieux, elle a notamment attiré

l'attention des collaborateurs sur l'intérêt d'engager tôt les contrôles commerciaux pour éviter que le marché soit infesté de produits impropres à la consommation.

Pour Philippe Nsondé-Mondzie, il s'agit « d'être proactif et non réactif » comme recommandé par le ministère de tutelle. « Il faut que nous anticipions sur ce qui peut arriver. Il ne faudrait pas attendre que des produits défectueux soient déjà consommés pour que nous agissions après », a-t-il martelé. « Vous êtes sans ignorer que le contrôle commercial constitue un filtre des aliments qui arrivent sur le marché, de tout ce qui arrive entre les mains du consommateur », a soutenu Philippe Nsondé-Mondzie.

Quelques notions de bonnes pratiques ont été rappelées sur place aux agents concernés. Il s'est agi, entre autres, des procédures de contrôle, de constatations et de qualification d'infraction, celles liées à la saisie de marchandises et à la fermeture d'un établissement.

Le directeur général de la Concurrence et de la répression des fraudes commerciales a, par ailleurs, insisté sur le comportement d'un agent en service. « On peut briller par un certain élan devant le commerçant. Il est nécessaire de rappeler à nos contrôleurs les règles de courtoisie tout en étant ferme et rigoureux dans son travail, dans le respect des partenaires », a-t-il indiqué.

Chaque fin d'année est une période très sensible en ce qui concerne le contrôle commercial, a expliqué Philippe Nsondé-Mondzie. Une période où la veille des produits sur le marché doit être corsée car, certains commerçants véreux profitent de glisser « des produits impropres à la consommation et de réaliser des transactions hors normes et hors limites ».

La réunion se poursuivra avec, sans doute, les syndicats qui doivent logiquement emboîter le processus.

Quentin Loubou

## EDUCATION

## Les responsables des établissements de Pointe-Noire instruits sur la dynamique scolaire

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, qui s'est rendu récemment dans la ville océane pour constater l'effectivité de la reprise des cours, a informé le personnel enseignant de ce que l'Etat attend d'eux durant cette année scolaire.

Un mois après la rentrée scolaire, le ministre de tutelle a rencontré les responsables des différents établissements du département de Pointe-Noire où il leur a rappelé les dispositions prises au début de l'année. Ainsi, répondant aux multiples préoccupations des enseignants, Anatole Collinet Makosso les a rassurés des pistes de solutions qui sont en voie d'être trouvées, sinon trouvées pour sortir l'école congolaise des maux qui la minent.

« Le ministre nous a instruits sur la dynamique scolaire au titre de l'année scolaire 2018-2019. Il a étalé sa feuille de route et nous a donné des directives. Je crois que nous avons eu des éléments complémentaires pour bien affronter cette année scolaire », a expliqué un enseignant. Selon lui, Anatole Collinet Makosso a également abordé la question lancinante du financement de l'école, notamment le partenariat avec les parents d'élèves. « Après que nous l'avons écouté, nous avons également dégagé nos préoccupations auxquelles il a répondu et nous repartons comblés, satisfaits parce qu'avec ses instructions, nous nous sortons aguerris pour bien affronter

cette année scolaire », a-t-il poursuivi.

Expliquer scientifiquement l'hystérie collective aux élèves Profitant de ces échanges avec les enseignants de Pointe-Noire, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation a informé l'auditoire des cas d'hystérie collective observés dans quelques établissements de Brazzaville, notamment au CEG-lycée Nganga-Edouard et au lycée technique industriel 1er-mai vers fin octobre dernier. En effet, le ministre a exhorté les enseignants de Pointe-Noire à user des méthodes scientifiques pour expliquer aux élèves ce qui s'est passé dans les établissements de Brazzaville et de prendre des dispositions nécessaires pour préserver l'environnement scolaire. Car, la satisfaction reste partagée, a-t-il conclu, lorsque l'année scolaire commence et se termine dans la sérénité. Des instructions bien reçues par le personnel enseignant qui s'est engagé à en traduire dans les faits. « Vous savez, de la même manière que nous abordons l'étude de certaines maladies, avec ce que nous avons reçu de monsieur le ministre, je crois que nous avons eu des armes pédagogiques pour expliquer à nos élèves ce qu'il en est de l'hystérie collective vécue à Brazzaville. Il n'y a que des explications scientifiques que nous donnerons à nos élèves, de la même manière que nous étudions d'autres maladies », a conclu un enseignant de Pointe-Noire.

Parfait Wilfried Douniama



Philippe Nsondé-Mondzie

## INTERVIEW

## Fathia Elaoui: « 80% de la migration est intra-africaine »

La rédactrice en chef de la deuxième radio nationale du Maroc, 2M, initiatrice du Réseau des femmes journalistes d'Afrique, a, à l'issue de la deuxième édition de leur forum organisé les 25, 26 et 27 octobre à Casablanca, insisté sur le rôle des médias de rétablir la vérité sur la migration africaine, thème principal de leurs assises. Au total, cinquante radios, seize agences de presse, trente-cinq télévisions, soixante supports de presses et vingt-quatre médias en ligne y ont été représentés.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Vous êtes l'initiatrice du Réseau des femmes journalistes d'Afrique, « les Panafricaines ». Pourquoi les Panafricaines? Fathia Elaoui (F.E.): Oui, je suis la rédactrice en chef principale. L'initiative est née d'une volonté au sein de mon groupe 2M dont dépend radio 2M. Nous souhaitons, en 2017, marquer la journée de la femme différemment. Nous souhaitons pour la première fois donner la parole à celles qui la donnent mais qui ne s'expriment jamais en leur propre nom, à savoir les journalistes, et ce fut un succès immédiat. Nous avons eu des dizaines de demandes d'adhésions. Nous nous sommes arrêtés au chiffre cent, parce qu'il était des plus symboliques. Cette rencontre nous a permis également de réaliser qu'avec nos consœurs du continent, nous avons les mêmes problématiques. Mais malheureusement, nous n'avons aucun échange. Pire encore, nous ne nous connaissons pas. C'est ainsi que le premier réseau des femmes journaliste d'Afrique a été lancé.

L.D.B.: La deuxième édition des Panafricaines a regroupé cette année plus de deux cents journalistes. Comment justifiez-vous cette mobilisation ?

F.E. : C'est incroyable, d'année en année, l'engouement des journalistes est plus fort. Deux cents journalistes des cinquante-quatre pays du continent, c'est inédit. Cette mobilisation prouve bien que nous sommes capables de changer les choses, de transmettre des messages forts. Nous avons épluché des dizaines de profils, lu des centaines d'articles, regardé des dizaines de sujets télévisés, pour avoir la



Fathia Elaoui/Adiac

crème journalistique sur le continent. Les femmes journalistes d'Afrique sont fortes, capables de nous apprendre beaucoup, de partager leurs expériences...

L.D.B. : Votre réseau, les Panafricaines, est devenu incontestablement le plus grand de la presse féminine africaine. Quel est votre secret et comment entendez-vous maintenir cette flamme ?

F.E. : Cette flamme qui nous anime toutes est tout d'abord celle de la passion de notre métier. C'est une flamme qui n'est pas prête de s'éteindre. Bien au contraire, elle a été ravivée à Casablanca. Ce sont des moments rares, parce que jamais les journalistes n'ont le temps. Nous sommes dans nos rédactions, sur le terrain, nous avons rarement l'occasion de réunir autant de consœurs dans un même lieu. Avec les Panafricaines, j'ai l'impression que tout devient possible.

L.D.B.: Deux jours durant, les Panafricaines ont échangé sur la question migratoire dans tous ses détours avec l'aide des experts en la matière. Avez-vous atteint vos attentes ?

F.E. : Nous avons un rôle crucial, celui de rétablir la vérité sur la migration africaine.

Nous ne pouvons plus laisser passer les messages mensongers sur la réalité. Oui, il y a des drames, des jeunes tentent, au péril de leur vie, la traversée vers les côtes européennes. Mais ce n'est pas la seule migration, ce ne sont pas les bons chiffres que nous lisons sur la presse. Il faut aujourd'hui casser les mythes, donner les bons chiffres. 80 % de la migration est intra-africaine, ça c'est la réalité. Sur cinq Africains qui migrent, quatre restent sur notre continent. Alors pourquoi certains médias parlent de déferlante migratoire ? Il n'y a que des médias africains qui peuvent rétablir la vérité. Il est temps de retrouver

les manches et de nous mettre au travail pour montrer le véritable visage de la migration. Nous sommes deux cents et je peux vous assurer que dans les prochains mois, les Panafricaines deviendront une véritable force de proposition. Nous avons, durant ce deuxième forum, étudié lors des ateliers six thématiques autour de la migration, la mobilité féminine, la jeunesse en errance, la sécurité alimentaire, la migration intra-africaine. Chaque atelier était en présence d'un expert, accompagnant pour éclairer les Panafricaines, leur parler de la réalité sur le terrain. Ces ateliers ont été d'une extrême richesse pour toutes.

L.D.B.: Fathia Elaoui, quelques jours après le lancement de votre réseau en 2017, vous tentiez en vain de mettre en place le bureau de votre organisation alors que tous les membres, à l'unanimité, vous proposaient à la présidence du réseau. Avez-vous enfin la réponse à cette préoccupation ?

F.E. : Vous avez raison. C'est aujourd'hui chose faite. Durant cette deuxième édition, nous nous sommes dotés des mécanismes adéquats pour nous structurer. Un comité de suivi de l'action que nous allons porter, un comité permanent qui sera la

cheville ouvrière des Panafricaines et enfin la plus haute instance, un comité des sages qui regroupe des femmes puissantes dans les médias, des directrices de chaînes de télévisions ou de radios, des directrices générales de l'information. Ces femmes vont non seulement nous guider mais aussi, avec leurs expériences respectives, nous ouvrir des portes inaccessibles. Je pense que vous voyez de quoi je parle. Nous voulons interpeller les politiques, les organisations internationales, nous voulons également sensibiliser l'opinion publique.

L.D.B. : Pouvez-vous dire que vous devez cette organisation à vos partenaires ?

F.E. : Faire venir des quatre coins de l'Afrique des journalistes a un coût très important, nous prenons entièrement en charge les Panafricaines. Donc, vous imaginez bien que c'est beaucoup d'argent. Nous avons la chance d'avoir une compagnie aérienne, la Royale Air Maroc (RAM), qui dessert une bonne majorité des pays. Dès la première édition, la RAM a cru en nous, au projet, et elle a pris en charge 80% des billets d'avion. Oui, je peux vous dire que sans elle, nous n'y serions pas arrivés. Cette année, d'autres partenaires nous ont rejoints, l'AMCI par exemple, l'Agence marocaine de coopération internationale. Plus de cent onze pays bénéficient des activités de l'AMCI avec une attention particulière pour l'Afrique où quarante-six pays sont concernés. Cette année, d'autres partenaires privés nous ont également rejoints, des partenaires qui veulent, tout comme nous, mettre en avant cette Afrique forte.

L.D.B. : Si on vous demandait de dire un dernier mot, ce serait lequel ?

F.E. : Ténacité. Il va falloir, à nous Panafricaines, beaucoup de ténacité, de persévérance, pour parvenir à faire entendre nos voix sur le continent mais aussi ailleurs. Et cette ténacité, je peux vous garantir que nous l'avons toutes. D'où, notre slogan qui est un vieux proverbe africain : « Seul, on va plus vite, ensemble, on va plus loin ». Mais vous qui m'interviewez, je compte bien sur vous aussi pour nous soutenir.

Propos recueillis par  
Charlem Léa Legnoki

## MUNICIPALITÉ

## La mairie va lancer une opération de recouvrement des taxes

La campagne qui va s'étendre sur la période allant du 8 novembre au 31 décembre a pour objectif de renflouer les caisses municipales afin de financer le développement de la ville de Pointe-Noire.

La fiscalité locale est l'une des principales ressources de fonctionnement du budget de la mairie de Pointe-Noire. Dans son programme de développement urbain 2017-2022, le député-maire, Jean François Kando, a inscrit l'amélioration des recettes municipales parmi les priorités. En organisant la campagne de recouvrement des taxes municipales, le premier citoyen de la ville entend augmenter vraisemblablement les recettes municipales afin de financer le développement urbain de la commune. Mais avant toutes choses, Jean François Kando a tenu à rencontrer les membres de la commission de recouvrement des taxes municipales pour les conscientiser sur le travail à faire. « Nous avons, avec vous, un contrat de performance et une obligation de résultat. Vous savez que la mairie ne vit que de ses taxes. Donc, nous attendons



La mairie centrale/Adiac

de vous un travail bien fait et efficace qui fera de telle sorte que tout ce que nous allons encaisser puisse rentrer dans les caisses », a instruit Jean François Kando.

Le maire de Pointe-Noire a profité de cet instant pour marteler sur certains comportements déviants, qui constituent un frein au développement de la ville. Il a mis en garde tous les agents qui perçoivent des taxes auprès des commerçants dans les marchés et autres espaces commerciaux de la commune placée sous son autorité. « Celui qui sera attrapé dans une quelconque magouille, on lui fera un ordre de recette et sera traduit devant la commission de discipline pour qu'une sanction soit prise contre lui », a averti le député-maire.

Notons qu'une prime d'encouragement sera remise aux meilleurs agents de la commission de recouvrement des recettes à l'issue de cette opération.

Hugues Prosper Mabonzo

## CENTRAFRIQUE

## Denis Sassou N'Guesso invité aux négociations de paix à Khartoum

Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Ahmed Dirdheiry, a été reçu le 2 novembre à Oyo par le président de la République? Denis Sassou N'Guesso? à qui il a remis l'invitation de son homologue Omar el-Béchir de participer aux négociations de paix en République centrafricaine (RCA) prévues dans la capitale du Soudan.

Selon le chef de la diplomatie soudanaise, il se tiendra le 15 novembre à Khartoum, à l'initiative du président Omar el-Béchir, une rencontre entre le gouvernement centrafricain et les rebelles en vue de conduire les négociations devant permettre de trouver une solution à la crise.

Pays d'Afrique centrale, la RCA connaît une situation sécuritaire et sociopolitique difficile depuis quelques années. Une partie du territoire du pays se trouve sous contrôle des mouvements rebelles.

La Rédaction

## DIPLOMATIE

## Le Congo et l'Angola vont revitaliser leurs relations

Le nouvel ambassadeur d'Angola au Congo, Vicente Muanda, a été reçu le 5 novembre, à Brazzaville, par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso.



2018GGG1105\_1047510K.jpg

Le diplomate angolais était venu présenter les copies figurées de ses lettres de créances au chef de la diplomatie congolaise. Une occasion qui leur a permis de réitérer la volonté de raffermir la coopération bilatérale.

« Je profiterai de mon mandat au Congo pour revitaliser les liens entre nos deux pays », a confié l'ambassadeur d'Angola à l'issue d'un large échange de vue avec le ministre des Affaires étrangères. « Nous sommes là pour travailler ensemble avec les autorités mais aussi pour mobiliser les hommes d'affaires congolais pour qu'ils se sentent libres d'investir en

Angola », a précisé le diplomate, ajoutant qu'il s'emploiera à dynamiser l'axe Brazzaville-Luanda pour que les gouvernements des deux parties consolident leurs relations séculaires ainsi que les liens entre les peuples angolais et congolais. Il a cité la population frontalière, notamment celle du Cabinda, Pointe-Noire (Kouilou) puis Dolisie, dans le département du Niari. Vicente Muanda a, par ailleurs, indiqué que son pays entend également renforcer sa coopération avec le Congo dans les domaines militaire, de la police, la gendarmerie, bref de l'ensemble des forces de sécurité.

Nestor N'Gampoula

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Ligue 1)

France, 12e journée, Ligue 1

Caen chute à domicile face à Rennes (1-2). Avec Prince Oniangué titulaire au poste de relayeur. Dans les buts, Brice Samba junior a réalisé plusieurs arrêts avant la pause.

Sans Arnold Bouka Moutou, non retenu, Dijon coule face à Nîmes (0-4). Dans les rangs des Crocos, Dieu-Faitout Maouassa a tenu son rang au poste de latéral gauche.

Sans Jordan Mboula, non convoqué, Monaco chute à Strasbourg (0-1).

Sans Fodé Doré, laissé à disposition de la réserve, Angers est défait à Saint-Etienne (3-4).

Au classement, Nîmes est 13e (14 points), Angers 15e, Caen 16e et Dijon 17e (11 points chacun) et Monaco est avant-dernier avec 7 petits points.

Camille Delourme

## FOOTBALL

## Jean Elie Ngoya sélectionneur des Diables rouges U-23

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (Fécofoot) a désigné le technicien congolais qui a fait carrière d'entraîneur en Belgique, notamment pour prendre en charge l'équipe nationale des moins de vingt-trois ans.

Jean Elie Ngoya, qui n'est plus à présenter au public sportif congolais, est désormais le sélectionneur des Diables rouges U-23. Le choix porté sur lui a été officialisé, le 3 novembre, à l'issue d'une réunion du Co-

mité exécutif de la Fécofoot tenue à Brazzaville. À dire vrai, Jean Elie Ngoya devrait être sur le banc de touche des Diables rouges depuis longtemps mais les circonstances en ont décidé autrement. En 2010, le désormais

sélectionneur des U-23 avait été nommé adjoint de Kamel Djabour, en équipe nationale A. Il avait décliné l'offre, refusant de seconder un entraîneur moins diplômé que lui. Après le départ de Claude Le Roy en 2015, Jean Elie Ngoya a été l'unique Congolais à avoir postulé pour succéder au technicien français. Le choix n'a pas été porté sur lui finalement. Cette fois-ci, la Fécofoot l'a désigné pour coacher les U-23. Les défis qui l'attendent sont énormes. Jean Elie Ngoya n'a pas été le seul nommé. Gaston Tsangana a été désigné directeur technique national et Badji Mombo Wantété, secrétaire général de la Fécofoot. Les deux ne sont pas novices à ces postes. Ils assument les mêmes fonctions depuis quelques années déjà. Par ailleurs, le coup d'envoi du Championnat national d'élite ligue 1, saison 2018-2019,

sera donné le 8 décembre, à Dolisie. A cette occasion, la pelouse synthétique fraîchement installée au stade Denis-Sassou-N'Guesso sera inaugurée. Le championnat national ligue 2 est, quant à lui, arrêté. Le Comité exécutif de la Fécofoot a également planché sur les préparatifs du derby qui opposera les Diables rouges du Congo aux Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), à Brazzaville, dans le cadre de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Cameroun 2019. « Toutes les conditions doivent être réunies pour que le match contre la RDC soit une victoire qui marquera un nouvel élan », a souligné Guy Blaise Mayolas, président de la Fécofoot, en réunion du comité exécutif.

Rominique Makaya



Le nouveau sélectionneur des U-23, Jean Elie Ngoya